

LE M **ARXISTE** L **ENINISTE**

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML
GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTE-LÉNINISTE

MENSUEL - Novembre-Décembre 1980

No 46

Prix: 5 Francs

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME :



Image de la manifestation du 20 Octobre contre l'assassinat de Lahouari Ben Mohamed

UNITE DU PEUPLE ANTIFASCISTE !

EDITORIAL

La classe ouvrière de notre pays, son peuple, mesureront forcément un jour la catastrophe qu'a été - à partir de 72-73 - la «parlementarisation» de Mai 68, le programme commun, la remise en selle de la bande à Marchais, l'ectoplasme «socialiste» de Mitterrand-Rocard. Tout cela a en partie brisé le peuple, l'a ouvert au pire, que la crise provoque: tensions internes, racismes, attentats, égoïsmes peureux.

Les intellectuels mesureront la catastrophe qu'a été l'opération-abandon; la Restauration des petits maîtres, l'anti-marxisme, les «nouveaux philosophes», la peur des masses, la contre-révolution mentale. Tout cela a fait des gens ouverts au laminage, à la médiocrité arriviste, au paillason, au pâté-ronron des petits chats académiques.

La conjoncture fuyante d'aujourd'hui, faite en partie de décombres et de vide, c'est le début d'un gigantesque débat historique, dont l'enjeu est d'exister, tout simplement. L'avant-garde que nous sommes propose loyalement à tous des repères et des prises, pour reconstituer une dignité active, pour tenir la résistance, pour faire bilan des dures 5 années où l'élan historique symbolisé par Mai 68 a suivi jusqu'au bout la courbe de son inversion.

Il y a nous, l'indépendance politique, la démocratie agissante, la résistance, le marxisme vivant, la vraie politique. Et il y a les vichysmes; celui de Giscard, fait de police, de guillotines, de lois de rafle et de parachutistes en Afrique; celui de Marchais, fait de milices de quartiers, de ségrégation raciale et de chars moscovites.

A L'INTÉRIEUR, l'urgence est de cimenter, en avant-garde, la force anti-raciste durable. Copernic, l'antisémitisme, visent à donner forme d'ensemble, figure politique nationale, au racisme civil et policier, anti-ouvrier et anti-arabe. L'antisémitisme, en occident, est le nom historique général des racismes, des exclusions, des pogromes. L'État-nation en a besoin quand le désordre qu'il gère devient extrême, la misère menaçante, la crise agressive. «Contre le racisme et l'antisémitisme, unité du peuple anti-fasciste», ce doit être un mot d'ordre précis, une action qui lie, dans la rue et dans l'extrême intransigeance, tous les anti-racistes.

Il est frappant de voir qu'après Copernic, l'État a quadrillé furieusement, avec une arrogance meurtrière, les banlieues du peuple multinational. Un assassinat d'adolescent, des blessés, des «bavures» à peine camouflées, montrées même. Comme s'il fallait dire qu'au fond, violence pour violence, l'État était le grand maître de toutes les divisions, de tous les égoïsmes, de toutes les vengeances. Les deux condamnations à mort qui ont suivi donnent la même note. Et les mitraillades de légitime défense ici ou là. L'État n'est pas fasciste, encore moins anti-fasciste: l'État Giscardien RIVALISE AVEC LES FASCISTES, ce qui est une situation particulière. Car l'État giscardien n'a pas trouvé, ne peut pas pratiquer, des thèmes «nationaux» aussi vigoureux et hargneux que les thèmes «sociaux» de Barre et de Stoléro. Les thèmes chauvins, xénophobes, racistes, les bandes fascistes, les Messieurs de la nouvelle droite, les policiers abrutis et avinés, en sont les détenteurs actuels. Le Giscardisme est la protection molle de ce genre de rivaux, la prolifération acceptée d'un «débordement», idéologique et criminel, dont l'État de la crise du capital assure les fondements: l'agressivité anti-ouvrière et anti-populaire.

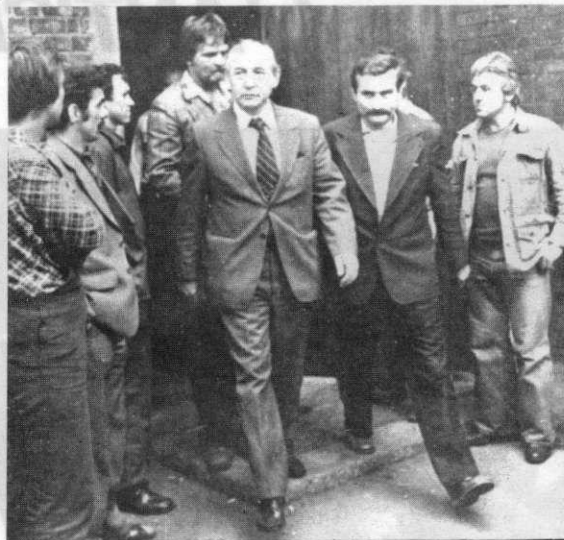
Le P.C.F., lui, rivalise avec l'État comme avec les fascistes. Lui aussi, dès après Copernic, a multiplié les actions infâmes, appelant à la ségrégation raciale dans les banlieues, justifiant les mitraillades de «délinquants», organisant les «petits blancs» des banlieues contre les arabes. Son prétendu

«anti-sionisme» n'est que la couverture facile d'un anti-sémitisme d'État dont l'U.R.S.S. - «globalement positive» - donne la réalité.

Les deux bourgeoisies rivalisent pour structurer les ouvriers et le peuple, à l'époque de la crise, dans la division, le racisme et la violence d'État. Telle est la réalité.

Notre tâche axiale est donc de faire noyau et principe d'organisation contre le racisme et contre l'antisémitisme, dans l'unité d'un camp. Attaquer très durement et très clairement le P.C.F. fait partie du CARACTERE DE CLASSE de l'anti-racisme. En même temps, la ligne de masse doit être vive et constante pour tous ceux, hors parlementarisme, qui veulent être de telle ou telle action unifiée.

A L'EXTÉRIEUR, Iran et Pologne focalisent notre attention, peuples dont la ligne d'indépendance, devenue principe de masse, défie les deux grands monstres impérialistes. Le peuple iranien fait la guerre, et nous devons expliquer que nous sommes frères de sa nécessaire victoire. Le peuple polonais est dans une disposition politique complexe. Les 3 forces de classe de notre temps, nouvelle bourgeoisie du Parti, ancienne bourgeoisie de l'Église, prolétariat (spontané, inorganisé, sans vraie politique), sont actives et présentes dans le mouvement ouvrier et dans le peuple. Ces derniers temps, une sorte de radicalisme populaire, qui n'a pas d'État-Major politique, semble doubler le mouvement ouvrier syndicaliste de Juillet-Aout. Les masses entrent en scène, dans leur puissance d'invention qui excède toujours,



aux rendez-vous de l'histoire, le calcul restreint des collusions - fut-ce la collusion des nouveaux bourgeois polonais et des soutiens ouvriers d'un cadre bourgeois classique, syndicaliste, parlementaire et ecclésiastique.

La question nationale, cette dynamite de toute mobilisation populaire en Pologne, peut venir briser, à échelle de masse, les «petits-pas» des acteurs organisés, faire éclater l'antagonisme (jusqu'ici contenu), voire disloquer l'État (car que pensent, et que peuvent faire, y compris face aux russes, les policiers et soldats polonais? La belle armée du Shah n'a pas pesé lourd, à l'heure de la tourmente nationale, et les américains n'ont pas PU intervenir).

Dès lors, la superpuissance d'expansion et de rapine sera au pied du mur. Elle y est déjà! Et ce n'est pas la Tchecoslovaquie.

Préparons-nous au soutien inconditionnel, brutal, ample, de tout ce que le peuple polonais peut inventer pour faire valoir, contre les russes (et contre les allemands de l'Est! Qu'ils se taisent, ceux-là, sur la question polonaise!), son droit historique à exister!

abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 80 F
soutien : 100 F et plus !

CALENDRIER

SEPTEMBRE:

14/9: Fête de l'Humanité, Marchais travaille son créneau parlementaire: «candidat anti-Giscard». L'autre slogan «candidat au changement» devient le cache-misère de la politique du P.C.F.

15/9: Réunion de l'O.P.E.P.: gel des prix jusqu'en Décembre.

16/9: Yves Stella, membre du F.N.L.C., passe devant la Cour de Sécurité de l'Etat. Sous la seule accusation d'être un «commissaire politique», il prendra 15 ans de prison. Le cynisme de l'Etat à ciel ouvert.

17/9: - Assassinat de Somoza à Asuncion. Une pendule de l'histoire mise à l'heure.

- Des nouvelles de Bokassa: publication de son entretien



téléphonique avec un journaliste dans le Canard Enchaîné. Cette histoire semble ennuyer désormais les forces parlementaires. Consensus ?

18/9: - Barre veut des Universités à l'américaine: rentables et concurrentielles.

- Conclusion d'un accord franco-algérien sur le retour des immigrés. Les deux Etats adoptent une politique de «séduction» du retour. Sous les manières, la continuation de la politique d'expulsion.

21/9: Marie-France Garaud au Club de la Presse. Lancement d'une nouvelle candidature.

22/9: Attaque de l'armée Irakienne contre l'Iran, faisant suite à une guerre frontalière rampante depuis le début du mois. Le prétexte: un conflit frontalier. L'enjeu: une suprématie régionale. Le risque: une montée brusque des tensions inter-impérialistes dans une zone qui leur est vitale.

- Mitterrand-Rocard: pas de désignation par le PS avant le 25 Janvier. Mitterrand semble toutefois prêt à céder une place de candidat perdant contre le maintien de son contrôle sur le P.S.

- Création du syndicat polonais «Solidarité». Les syndicats Etatiques se rebaptisent syndicats indépendants et autogérés. Adhésions massives à «Solidarité». Vaste bouillonnement organisationnel dans toute la Pologne, Walesa prend la figure du chef syndicaliste.

23/9: - Dacko, le commis Centrafricain de Giscard, en sa visite bi-annuelle chez son maître.

- Bombardements iraniens sur Bagdad (capitale de l'Irak).

24/9: -Projet de loi sur le temps partiel dans les secteurs privés et publics. Une nouvelle manière de réduire le chômage. A suivre attentivement dans son application.

- Les impérialismes de tous ordres déclarent le détroit d'Ormuz zone intouchable.

25/9 -Forte résistance populaire Iranienne au Khouziztan.

- La Pravda tonne contre les «syndicats libres». Les Allemands de l'Est reprendront le thème. La situation en Pologne est très loin d'être stabilisée.

26/9: - Attentats anti-sémites contre des établissements juifs à Paris.

- Profession de foi impérialiste de Barre: «nous n'avons sur le plan des ventes d'armes de leçons à recevoir de personne ».

- Attentat néo-nazi à la fête de la bière à Munich: 13 morts, 210 blessés. Nouvelle stratégie de la tension ?

- Un nouveau zorro (suisse) débarque pour sauver la grande dame de Saint-Etienne. Pas l'ombre d'une autonomie ouvrière face à cette valse lugubre des montages et démontages financiers.

28/9: Elections sénatoriales: le P.C.F. fait un bras d'honneur au sacro-saint «désistement républicain». La division de l'union de la gauche est consommée jusqu'au bout.

30/9: - En ces temps de vaches maigres, une victoire: celle des consommateurs sur le veau. Parait-il qu'il n'y aura plus d'hormones.

- Bombardement du site nucléaire d'Irak.

- Arrestations formelles de militants fascistes à Paris.

OCTOBRE:

3/10: - Stabilisation du front de la guerre entre Irak et Iran. L'armée Irakienne bute sur la résistance de Khorramchahr et d'Abadan.

- Grève d'avertissement d'une heure, semble-t-il suivie, de «solidarité» contre le non-respect des accords de Gdansk. Le syndicat s'affaire à canaliser et calmer le mécontentement ouvrier.

- En soirée, l'attentat de la rue Copernic: 4 morts, 20 blessés.

- Expulsion de Simon Malley, directeur d'Afrique-Asie.

4/10: Série de manifestations contre l'attentat de la rue Copernic.

5/10: - Les sociaux-démocrates associés aux libéraux l'emportent en Allemagne. La personnalité de Strauss a fait la différence.

- Au Portugal, la courbe de redressement de l'ancienne bourgeoisie s'accroît: victoire du parti de Sa Carneiro. Eanes dans ses petits souliers.

- Prises de bec au sein du Comité Central du parti révisionniste Polonais sur fond d'impuissance.

6/10: -Polémique sur la police: combien contient-elle de fascistes et de racistes ? La réponse un peu plus loin.

7/10: -Manifestation parisienne contre l'attentat de la rue Copernic: la plus grande confusion (voir article dans ce numéro).

- Crise dans la sidérurgie: le Marché Commun fixe des limites de production par entreprises.

8/10: - Débat parlementaire sur l'attentat de la rue Copernic. Les médias mettent le paquet sur la piste du «proche-Orient».

9/10: - Mort de Sanguinetti. Le gaullisme perd de son plu mage.

10/10: - Tremblement de terre catastrophique d'El-Asnam.

- Giscard et Mauroy font du «dialogue républicain» dans le Nord.

- Prix Nobel de Médecine pour un français.

11/10: Marchais désigné officiellement comme candidat par le P.C.F. Un objectif prioritaire: tout pour le renforcement du parti.

13/10: L'armée Irakienne reprend l'offensive dans le Sud et franchit la rivière Karoun la séparant d'Abadan. Un mystère dans cette guerre: l'armée de terre Iranienne. Existe-t-elle encore ?

14/10: - Envol de Giscard pour la Chine. Voyage de faible portée aussi bien politique qu'économique. Sur la nature de la voie Deng Xiao Ping, lire son mémorable interview dans les 2 Nos du «Nouvel Observateur» de Septembre.

- Carter ou Reagan ? A moins d'un mois des élections, les chances paraissent équilibrées. Ne pas exclure de grandes manoeuvres pour forcer la décision.

15/10: Tout compte fait (ceux de Bonnet), si on enlève les indicateurs, il n'y aurait que 2 sympathisants fascistes dans la police. Il y a là un léger problème de mesure.

16/10: Des dirigeants syndicaux conspués et molestés par les ouvriers de la Fiat à Turin pour avoir accepté les directives patronales (suspension de 19 000 licenciements contre plus de 20 000 ouvriers mis en chômage technique jusqu'en Décembre).

COMBATS

REIMS : mobilisation à l'appel des maoïstes contre le fasciste LE PEN

Au même moment où nous apprenons l'odieux attentat de la rue Copernic à Paris, nous avons vent de la venue du fasciste Le Pen pour une réunion publique à Reims le Vendredi 10 Octobre.

Nous décidons immédiatement de lier les 2 objectifs: mobilisation contre l'antisémitisme, le racisme anti-immigrés et interdiction de la venue du fasciste Le Pen, dont le mot d'ordre «un million et demi de chômeurs, un million et demi d'immigrés en trop» apparaît déjà sur quelques affiches.

Travail d'agitation et de discussion tout au long de la semaine devant les lycées, dans les facultés pas encore vraiment rentrées, dans un quartier à importante population immigrée, dans un foyer.

Travail aussi dans la copie locale de la manifestation nationale du mardi: M.R.A.P., P.C., C.G.T., C.F.D.T., trotskystes, néo-trotskystes du PCR-PCML, féministes, pour clore ce défilé 1er Mai sur toile de fond automnale, élus bedonnants enrubannés de tricolore en tête.

Rien d'intéressant dans ce rassemblement politicard pré-électoral, où les trotskystes sont dérangés par l'envie, au delà du mot d'ordre «Giscard-Bonnet démission» de crier «Union P.C.-P.S.», où le M.R.A.P., le P.C., la communauté juive se querellent pour la première place au monument des déportés.

Notre tract, liant la lutte contre l'antisémitisme et le racisme anti-immigrés, parlant de la venue de Le Pen et interpellant la municipalité sur son autorisation de salle pour ce fasciste, va, partant des quelques éléments de la manifestation (des lycéens) remonter très vite, via les rangs syndi-

caux, jusqu'aux élus et au maire (PC) en personne. Panique dans les Etats-Majors.

A partir du mercredi, guerre de communiqués. Le P.C., prudent au départ: - par ces temps troubles, n'est-il pas inopportun que Mr Le Pen parle (sous-entendu: attendons au moins l'ouverture officielle de la campagne présidentielle); va devoir durcir sa position. Mais se fera malgré cela coiffer sur le poteau par l'U.D.F. qui, la première, demandera l'interdiction de la salle pour Le Pen au préfet.

De notre côté, quelle que soit la décision officielle, nous continuons à appeler à manifester le jour de la venue de Le Pen.

Vendredi 10 Octobre: 80 personnes (surtout des lycéens, des jeunes), à notre appel et celui de la Permanence Anti-Expulsion, défilent dans le centre-ville aux cris de:

- «Le Pen, fasciste, hors de Reims !»
- «Contre l'antisémitisme, le racisme anti-immigrés, unité du peuple !».
- «Contre le racisme, français-immigrés, égalité des droits!».

La réunion de Le Pen est officiellement supprimée. Fin de la première manche.

Nos objectifs dans l'avenir:

* Faire de la question de l'antisémitisme et de l'anti-racisme un axe prolongé de notre travail, en particulier vis-à-vis de la petite communauté juive locale.

* Interdire à nouveau Le Pen lorsqu'il viendra pendant la campagne électorale. Nous l'avons déjà annoncé et appelons à nous rejoindre pour cela. (à suivre)

Les jeunes immigrés et les attentats anti-semites

A Bondy ou Aulnay, les attaques fascistes, les jeunes immigrés les ont subies. Non seulement dans ses aspects de violence ouverte, mais dans cette volonté de terroriser le peuple, d'accroître les divisions et le repli de chacun sur soi.

Aussi y-a-t-il identification immédiate avec ces attaques quand commencent les attentats anti-sémites. Ce sont les mêmes fascistes, les mêmes racistes qui attaquent en banlieue et mitraillent les écoles juives (encore les écoles comme cibles !) et font l'odieux attentat de la rue Copernic. Tous les jeunes immigrés rencontrés condamnent cet attentat, ils ont conscience qu'il fait monter d'un cran la violence des attaques fascistes.

Condamnation massive; les problèmes viennent ensuite. En fait, à travers la compréhension de la riposte massive des juifs puis d'ensemble après Copernic, se joue pour les jeunes immigrés la compréhension de leur propre identité, de leur propre force face aux attaques racistes.

* Les «durs» chez les jeunes, ceux partisans de l'isolement, ne veulent voir que le bruit fait autour de ces attentats par rapport au silence après les attentats racistes. Et l'expliquent par le lien des juifs avec le pouvoir, les patrons, leur influence à la radio et ailleurs... «Ils ont le monde dans leur main...» alors que nous, les arabes, on n'arrive pas à être forts et unis (avec parfois identification entre Israël et les pays arabes qui s'entredéchirent, voir Iran-Irak...).

L'ampleur de la riposte leur sert à renforcer leur propre idée qu'ils seront toujours les moins forts, que tout le monde leur est hostile.

* D'autres, en recherche encore timide de leur propre identité et d'un avenir possible à la lutte anti-fasciste et con-

tre les contrôles policiers racistes, sont plus attentifs à ce qu'il pourrait y avoir de nouveau aujourd'hui:

- ils identifient plus les juifs aux immigrés, se demandent ce qu'ils peuvent avoir en commun ou de différent avec les nombreux juifs d'Afrique du Nord présents dans les banlieues. Avec parfois un reproche sur l'aspect communauté enfermée sur elle-même de ces juifs rapatriés.

- certains jeunes sont allés au rassemblement de Samedi après-midi après l'attentat à Copernic, plutôt contents de cette riposte. Même s'ils ont tendance à n'en retenir que les slogans sionistes.

- quand on leur parle de la présence de juifs dans la manifestation à Marseille après l'assassinat du jeune immigré, ou du projet d'une manifestation allant du Marais à Barbès, ils écoutent, approuvent parfois. Car certains, encore peu nombreux, sentent bien que se joue là l'avancée d'une force nouvelle et prolongée dans le combat anti-fasciste et anti-raciste.

Simplement, ils en sont encore un peu spectateur, à la mesure de leur difficulté à avancer sur leur propre rôle aujourd'hui.

Au fond, la réponse aux questions: a) pourquoi les juifs ont été pris comme cible; b) pourquoi y-a-t-il eu une riposte de masse de leur part, les jeunes juifs peuvent-ils être dans le même camp qu'eux et de manière prolongée... est liée à la réponse à leurs propres interrogations sur «peut-on casser le processus d'aggravation des tensions, des attaques racistes, fascistes et policières...». Faire face ou non à ces menaces, jouer eux-mêmes ou non un rôle dans le combat anti-fasciste, l'avenir de leur propre force est lié à celui de l'élargissement possible du camp populaire anti-fasciste.

CONTRE LES ATTENTATS RACISTES DE LA POLICE

Après Copernic, 2 attentats racistes de la police ont montré le bilan policier de cet attentat et de l'antisémitisme: droit de tuer ! L'U.C.F.M.L. a pratiqué son mot d'ordre: riposter à tout attentat. Voici 2 documents de mobilisation.

Marseille-Paris

Samedi soir, à Marseille, un CRS a assassiné froidement Lahouari Ben Mohamed, 17 an et demi.

C'est ignoble, c'est grave. C'est grave parce qu'il ne s'agit pas d'accident bien sûr, mais des effets de la politique raciste et anti-jeune de l'Etat français. Le 13 Janvier à Strasbourg, un policier tuait Saïd Naili 22 ans d'une balle dans la tête. Le 5 Février, c'était Abdlekader 16 ans assassiné de la même façon à Valenton par un policier. Le 10 Avril, c'était Thierry Delahaye 18 ans. Aujourd'hui c'est Lahouari Ben Mohamed qui lors d'une opération pour soi-disant rassurer les marseillais contre l'insécurité reçoit 4 balles en pleine figure, alors qu'il était assis à l'arrière d'une voiture arrêtée par un barrage de police.

Ces meurtres ne font que ponctuer de manière tragique ce qu'est la vie quotidienne des jeunes immigrés. Parqués dans des cités invivables, isolés des autres jeunes, souvent sans travail ou rejetés de l'école, les jeunes immigrés sont de plus en plus traqués sans arrêt par les flics. Ces crimes ne sont pas des bavures.

L'Etat en est directement responsable, comme ceux qui veulent «assainir» les cités (P.C.F.). Responsable à plusieurs titres: par ses lois, décrets, projets contre les travailleurs immigrés, par l'impunité des divers attentats commis par des groupes fascistes qui fournit abris et arrières à ce racisme meurtrier qui gangrène jusqu'à sa propre police. Par sa politique anti-jeunes immigrés, contrôles incessants dans les rues, les cités, les métros, ségrégation à l'école...

Ce qu'il vise, c'est à fragmenter le peuple, d'abord par la nationalité, les vrais-français-de-france et les autres. Aux premiers, les garanties, la «sécurité», aux autres, la précarité et la peur.

Ensuite, par l'âge, les jeunes, souvent chômeurs et immigrés sont, dit-il, la cause de l'insécurité. Il s'agit que la crise soit vécue dans la dispersion complète, et qu'il n'y ait plus face à l'Etat-Nation qu'un tas de gens affolés et égoïstes. On veut atomiser le peuple. Les jeunes, les vieux, les chômeurs, les non-chômeurs, les français, les non-français. Ceux qui se tiennent bien et ceux qui se tiennent mal.

C'est au sein du peuple que le mal se trouve. Voilà la thèse que le gouvernement voudrait accréditer; le chômage, c'est la faute aux immigrés, les cités impossibles à vivre, c'est la faute aux jeunes et encore plus s'ils ne sont pas français.

Qu'une telle politique produise des monstres: rien d'étonnant et il faut placer ensemble l'attentat de la rue Copernic, les différentes manifestations anti-sémites, les meurtres de la police. Tout ceci contribue à créer l'idée d'une situation incontrôlable où le peuple n'a aucune prise sur une situation décomposée et menaçante.

Mais cela ne doit pas marcher. Hier, contre l'attentat de la rue Copernic, nombreux sont ceux qui ont manifesté leur volonté d'unité anti-fasciste contre le racisme, contre l'antisémitisme.

Aujourd'hui, à Marseille, autour des mères cette unité se constitue. Mais c'est encore insuffisant. La question qui nous est posée à tous est celle de savoir comment au-delà de l'indignation, de nouvelles forces vont se lever, s'organiser pour un combat sans merci et de longue durée.

Partout nous devons combattre les fascistes et les racistes, faire nôtre la cause de tous ceux qui sont touchés. Partout, il faut que s'unissent toutes les forces contre le racisme, contre l'antisémitisme.

(Tract diffusé pour appeler à un rassemblement tenu au Marché d'Alligre Samedi 25/Oct. à Paris)

Colombes APPEL POUR ORGANISER DANS L'USINE UNE GREVE DE 10 minutes ET POUR PARTICIPER AU RASSEMBLEMENT DE COLOMBES, EN RIPOSTE AUX CRIMES DE LA POLICE.

Il y a quelques jours, la police de Colombes a tiré sur un jeune immigré de 20 ans, Kiki Hamdani, pour le tuer.

Kiki était au volant d'une voiture. Une voiture de la police l'a couronné. Kiki a voulu sortir de la voiture, les flics ont tiré sur lui, une première fois, puis une deuxième fois alors qu'il était déjà à terre. Ils l'ont aussi bourré de coups de pieds. Kiki Hamdani est aujourd'hui à l'hôpital dans un état très grave, sous garde policière.

La police n'a pas prévenu la famille. Et quand sa mère, prévenue par des camarades de Kiki, est allée à l'hôpital, on ne l'a pas laissée voir son fils et on l'a insultée. Après ce crime, les flics paradaient en disant: «dommage qu'on l'ait raté, on fera mieux la prochaine fois».

Ce n'est pas la première fois que la police tire froidement sur un jeune pour l'assassiner (suit un rappel de tous les crimes policiers - voir article sur Marseille).

- Le P.C.F. a distribué un tract pour dire: «c'est normal qu'on ait tiré sur Kiki Hamdani, parce que c'était un délinquant, il était dans une voiture volée».

Il faut vraiment être le pire ennemi du peuple et au plus bas degré de la déchéance, pour dire qu'un flic a le droit de tuer quelqu'un dans la rue parce qu'il a volé, et pour encourager les flics et n'importe quel fasciste dans leurs crimes !

Et il est sûr que les flics aujourd'hui se permettent de tirer et de s'en vanter (à Marseille, ils sont venus provoquer les gens de la cité où vivait le jeune assassiné, alors que les mères de familles avaient demandé au préfet qu'ils respectent au moins le deuil musulman), parce qu'ils se savent couverts:

-1) Par l'Etat, directement responsable de ces crimes, par ses lois, décrets et projets (lois Bonnet-Stoléru) contre les travailleurs immigrés, par la protection qu'il donne aux groupes fascistes (aucun auteur d'attentat raciste n'a jamais été retrouvé), par sa politique contre les jeunes immigrés: contrôles incessants dans les rues, les cités, les métros...

-2) Par le P.C.F., qui appelle à chasser les ouvriers immigrés des banlieues et les enfants immigrés de l'école, qui cherche depuis longtemps à faire expulser les familles immigrées des cités H.L.M.

Tout cela s'est renforcé depuis l'attentat fasciste contre la synagogue de la rue Copernic. Après cet attentat, le ministre Stoléru a déclaré aux mineurs marocains de l'Est de la France en grève: «de toutes façons, on ne vous renouvellera pas vos cartes». Marchais du P.C.F a publié une déclaration disant: «il faut en finir avec l'immigration, cette plaie du capitalisme». Et les flics se croient revenus en 1961 ou 62, aux temps de la guerre d'Algérie.

Mais on n'est plus au temps de la guerre d'Algérie et on n'y reviendra pas, parce qu'aujourd'hui, des gens se lèvent contre les racistes !

A MARSEILLE, 5000 personnes, des femmes immigrées, des jeunes, des juifs et des anti-racistes de Marseille ont manifesté ensemble.

A COLOMBES, le lycée Schumann s'est mis en grève en apprenant le crime contre Hamdani et a fait une manifestation à la mairie et au commissariat. Et d'autres gens préparent un rassemblement à Colombes contre le racisme.

Nous, maoïstes, nous préparons ce rassemblement. Nous préparons aussi une grande manifestation anti-raciste à Paris le Samedi 15 Novembre, qui ira du quartier du Marais à Belleville.

IL NE FAUT PAS LAISSER PASSER UN SEUL ATTENTAT OU CRIME RACISTE SANS RI-

- NON AUX CRIMES RACISTES ET AUX ATTENTATS FASCISTES !
- CONTRE LES RACISTES, LA CLASSE OUVRIERE DOIT SE MONTRER !
- ORGANISONS UNE GREVE DE 10 MINUTES !
- PARTICIPONS AUX RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS ANTI-RACISTES!

Les maoïstes de l'U.C.F.M.L.
(région Nord de Paris).

POSTER !

A chaque fois, il faut un rassemblement. Il faut arrêter le travail à l'usine. C'est seulement comme cela qu'on pourra les arrêter. **IL FAUT SE MONTRER, IL FAUT QUE LE CAMP ANTI-RACISTE, IL FAUT QUE LE PEUPLE, QUE LES OUVRIERS SE MONTRENT !** Sinon, on laisse le champ libre aux racistes et aux fascistes, on leur permet d'aller toujours plus loin.

EN PARTICULIER, IL EST TRES IMPORTANT QU'IL SE PASSE QUELQUE CHOSE DANS LES USINES. Si les ouvriers arrêtent le travail à chaque attentat ou crime, cela **CHANGERA LES CHOSES.**

LES OUVRIERS ONT UNE RESPONSABILITE. ILS NE PEUVENT PAS ACCEPTER DE TRAVAILLER SANS RIEN DIRE QUAND ON TUE UN AUTRE OUVRIER OU QUELQU'UN DU PEUPLE !

Sous le titre explicite de «Lutter contre la concentration de l'immigration» (article publié le 12/4/10/80 par Le Travailleur journal révisionniste local de Vitry et Ivry), le PCF donne le coup d'envoi d'une campagne raciste sans précédent sous cette forme. On notera l'appel à la «population française» d'occuper «s'il le faut» les logements alloués aux familles immigrées.!

DOCUMENT:

Nous publions cette semaine la suite de la déclaration du bureau de la section d'Ivry du P.C.F. Elle porte sur les problèmes posés par la concentration de l'immigration à Ivry.

Nous appelons à la lutte contre la concentration de l'immigration à Ivry.

Il y a Ivry 20 % de population immigrée. Dans certains quartiers ce pourcentage atteint 50 %. Nous le disons franchement : c'est trop !

C'est mauvais pour les Français et les immigrés.

Nous nous prononçons pour l'arrêt réel de l'immigration et pour des mesures conduisant à une plus juste répartition des immigrés.

Nous accusons le pouvoir giscardien et le préfet de concentrer systématiquement les immigrés dans les villes ouvrières à direction communiste.

Nous refusons que les ouvriers, les travailleurs paient le racisme des bourgeois et des maires réactionnaires de Charenton ou de Nogent où il n'y a que 6 à 8 % d'immigrés.

Nous combattons le racisme et nous sommes solidaires des luttes des travailleurs immigrés, pour leurs droits et pour se faire respecter.

Nous luttons pour un statut démocratique de l'immigration, pour le droit au travail pour tous, pour l'égalité des salaires

et des droits sociaux.

Nous luttons contre les expulsions, pour le libre choix des travailleurs immigrés de rentrer ou non dans leur pays. Nous luttons pour un nouvel ordre économique et politique mondial permettant aux pays dont sont originaires les immigrés de connaître un réel développement, et nous soutenons particulièrement le combat dans ce sens de l'Algérie et de son peuple.

Mais le combat contre le racisme et pour l'égalité des droits sociaux passe aussi par l'exigence d'une juste répartition de l'immigration.

Nous accusons le préfet et le patronat d'attribuer systématiquement les logements H.L.M. dont ils disposent à Ivry à des immigrés.

Nous exigeons qu'ils cessent d'attribuer ces logements à des immigrés et que la commune ait la maîtrise de l'attribution des H.L.M.

S'il le faut nous appellerons à l'occupation de logements pour y reloger des mal-logés Ivryens.

Les élus communistes limitent pour la part qui dépend d'eux les attributions de logements H.L.M. aux familles immigrées. Ils agissent pour que le préfet relogé dans d'autres villes des familles immigrées.

La concentration de l'immi-

gration à Ivry fait peser sur la commune et la population une lourde charge. Elle conduit à un déséquilibre au détriment de la population française. C'est pourquoi les élus communistes exigent du préfet et du pouvoir des crédits pour faire face aux charges supplémentaires dues à la concentration des immigrés dans notre ville. Ils sont décidés à faire en sorte que la politique sociale de la commune bénéficie aux familles françaises dans des conditions plus conformes à leur proportion dans la population.

Au foyer Assotraff de la rue J. J. Rousseau les travailleurs immigrés vivent en surpeuplement. Nous appelons à la lutte pour la construction d'un nouveau foyer, dans une autre ville du département à faible concentration d'immigrés (par exemple à Charenton).

Nous appelons à la lutte pour que le préfet prenne des mesures pour reloger dans une autre ville les 31 travailleurs algériens expulsés de la rue Marat dans le cadre de la rénovation.

Nous appelons à l'action contre les marchands de sommeil, contre la constitution de ghettos d'immigrés.

Nous appelons les travailleurs français et immigrés à la lutte pour une juste répartition de l'immigration dans les villes du département et de la région.

DEBATS

LA QUESTION JUIVE

Nous publions ci-dessous une libre opinion sur la question juive. Nous souhaitons qu'elle serve d'appui à un débat d'où résulterait une prise de parti sur la question juive aujourd'hui. Exigence à laquelle le marxisme, à chacune de ses étapes, a du répondre.

1 Les juifs échappent à l'Etat, sont un peuple sans Etat («peuple» n'est pas si sûr, et serait à expliquer et définir); disons plutôt: les juifs sont, dans différents Etats, des fils d'immigrés à la XIème génération, et qui le restent, des autres donc qui ne sont cependant pas d'ailleurs, et qui en plus le sont partout ou presque, et qui ont à voir avec le communisme: au sens de la question de la disparition de l'Etat.

2 Des gens cosmopolites et des gens qui sont partout, comme on le dit, est vrai, l'était en tous cas en Europe, lors même que dans leur immense majorité, ils formaient des communautés repliées, appliquées à survivre sur elles-mêmes. Comme il est vrai qu'ils ont depuis longtemps partie liée avec le prolétariat, et lors même qu'ils étaient pour la plupart des boutiquiers et des tailleurs.

Aussi bien le marxisme à chaque étape traite-t-il de la «question juive»; et il en est ainsi aujourd'hui du maoïsme. Babel («Les cartes d'Odessa», «La cavalerie rouge» Isaac Babel) racontait, du temps de Lénine, comment se jouait, à l'intérieur de peuple, l'alliance plutôt contradictoire et souvent méchante entre juifs et prolétariat.

3 Aujourd'hui où la «question juive» s'intitule: qu'est-ce qu'être juifs, faut-il encore exister, et comment, quelle est l'identité juive, etc..., le marxisme - le maoïsme - est ce qui seul, non pas apporte la réponse, mais du moins la possibilité de traiter la question, de ne pas la liquider d'emblée. D'un côté qu'apparemment être juif est bien moins clair et plus problématique qu'autrefois, mais d'autre part, la solidarité entre cette question et la politique du prolétariat est plus importante et moins intrinsèquement contradictoire. Etre juif, si cela existe, ou si cela a sa chance, ou son sens, en tant que projet, suppose aujourd'hui l'espace du maoïsme. Je sais que cette assertion paraîtra le comble du paradoxe à beaucoup de juifs. Pourtant, elle résulte simplement de l'examen de l'histoire et des faits, si bien que beaucoup d'autres trouveront paradoxal que cela leur semble à eux si paradoxal. C'est peut-être là au tournant qu'on trouvera un élément d'héritage culturel tenace, quand on erre à la recherche de tous les autres; à savoir l'habitude de tirer des traites et de demander des garanties. Il est sûr que le prolétariat ne donne aucune garantie et ne signe aucun contrat, à la différence de Dieu et plus récemment de l'impérialisme. Il ne risque pas de promettre à un peuple de subsister au-delà de tous les autres. Peut-être y-en-a-t-il parmi les juifs pour considérer que mieux vaut ne plus exister que renoncer aux contrats et aux garanties: là est pour eux l'essence des juifs. Mais en général, il vaudrait mieux cesser d'emprisonner sa vue et ses rapports avec les organisations du prolétariat avec toutes ces demandes de garanties spéciales, en considérant la nécessité de choisir entre «sauver» les juifs et rester, même en disparaissant, le peuple élu. Mais cela nous entraîne dans un débat qui sera seulement effleuré dans l'article et mérite à lui seul de longs développements.

NI ASSIMILATION, NI SIONISME.

Vouloir que persistent aujourd'hui les juifs, c'est d'abord lutter contre les deux entreprises de liquidation symétriques que sont l'assimilation et le sionisme.

L'assimilationnisme nous intéresse peu en tant qu'à l'évidence, il ne représente pas une voie dès qu'existe un grou-

pe, une masse de gens. En France même, ces derniers jours, les jeunes juifs venus d'Afrique du Nord l'ont rappelé, un peu trop bruyamment au gré de certains «de gauche» qui se frappaient la poitrine en rappelant combien ils sont français - on a même entendu quelques personnes dire qu'il est mauvais que les juifs se regroupent, parce que cela favorise l'antisémitisme. Cependant, ces mots ont très peu d'écho, parce que, outre la réalité de masse des juifs d'Afrique du Nord, il y a le souvenir, qui fut rappelé, des juifs allemands des années 30 qui sortaient sur le pas de leurs portes avec leurs décorations de la guerre de 14-18, ou des juifs «français» du temps de Pétain qui proposaient de s'en prendre aux polonais, à ceux qui venaient d'arriver en France, mais non à eux.

Le modèle Léon Blum a vécu.

L'assimilationnisme nous intéresse cependant en tant qu'il a favorisé et poussé en avant le sionisme comme seule solution de masse. Je suppose - mais il faudrait l'étudier historiquement - que tel était le cas au début du siècle. Je suppose que les militants révolutionnaires juifs de l'époque étaient - non de leur fait, mais à cause de la situation d'ensemble à l'époque - sur une ligne d'assimilation, que leur pratique révolutionnaire fonctionnait comme pratique d'assimilation, et de ce fait ne servait pas vraiment leur communauté, ne lui donnait pas de perspectives. Il en est certainement ainsi pour la génération qui en France a rejoint le P. C. F., y compris pendant la guerre.

Moyennant quoi les ardents assimilationnistes d'hier du P.C.F. sont aujourd'hui souvent les plus enragés sionistes: plus on est «français» et plus on est sioniste, il suffit d'écouter Rotschild, puis beaucoup qui ont fait leurs classes au P.C.F., pour s'en convaincre. Je le dis d'emblée, parce que certains s'étonnent de voir des gens aujourd'hui voter P.C.F. dans leurs banlieues et aller aux manifestations derrière le Renouveau Juif - alors que c'est une attitude parfaitement cohérente, on y reviendra. Plus en retrait, on peut voir que des juifs de «gauche», qui eux critiquent l'Etat d'Israël, se sentent cependant obligés de rappeler à tout propos leur indéfectible attachement à cet Etat, parce que par ailleurs, ils ne proposent que l'intégration parlementaire.

Le sionisme suit la voie juive pour en finir avec le «problème juif». Il mérite d'être largement critiqué sur le fond, en tant que théorie qui fait de l'exil une nationalité. Il y a eu dans les années 72-73 un film intitulé «Nationalité Immigré», son titre exprimait pour moi l'essence de la pensée sioniste, et de même le M.T.A. (Mouvement des Travailleurs Arabes) était un mouvement sioniste dans son idéologie, et par conséquent raciste, comme on l'a vu. Il existe en France des marocains, des algériens, des turcs, etc... Il existe aussi une spécificité «immigrée», mais celle-ci n'existe pas en soi. En France, elle existe par rapport à «français» etc... Cela est vrai a fortiori pour les fils des immigrés. Un juif n'a pas de pays, de territoire, ce n'est pas une nationalité, c'est un premier point, et deuxièmement, en même temps, il est toujours un juif de quelque part, un juif d'Afrique du Nord, un juif polonais, un juif allemand, ou, ce serait une bonne chose, un juif de Palestine.

D'où la réalité d'Israël. Un Etat par essence fondé sur la religion et la «race». «Etat des juifs», il faut donc bien que le critère de l'appartenance nationale soit «racial» - et comme il n'y avait pas de territoire, et pour cause, il faut en déloger d'autres, leur prendre leurs terres, donc par es-

sence aussi un Etat colonial. Dans sa conception même, un Etat d'inégalité des droits et d'expansion, de par son essence, Etat de l'impérialisme et ami de l'Afrique du Sud.

Mais aussi, dans le même temps, Etat de la disparition des juifs.

Il est remarquable que l'on parle si peu souvent de ce qu'est vraiment Israël, du point de vue des juifs: c'est-à-dire: d'un côté les quelques vieux juifs qui restent, ceux qui ont inventé le rêve sioniste, et qui se désolent aujourd'hui devant les générations nées là-bas - et d'autres qui, ayant assimilé durant leur vie un certain nombre de langues européennes, n'ont pas réussi à apprendre l'hébreu et ne peuvent, une fois arrivés «chez eux», s'expliquer avec un écolier, tous vivants en fait dans leurs ghettos d'anciens de Roumanie, d'Allemagne ou d'ailleurs. De l'autre, ceux qui sont nés là-bas - ils ne l'ont pas choisi et ont à y vivre, à s'en débrouiller. Ceux-là ne sont pas des juifs, la meilleure des preuves à en donner, c'est qu'aucun d'entre eux n'est sioniste, cela ne veut rien dire pour eux. Une partie d'entre eux est raciste et colonialiste et la grande majorité est cynique et occupée par le salut individuel. On dit: eux, ce sont des Israéliens, c'est vrai. Et on peut continuer, qu'est-ce qu'être Israélien, à les voir demander avidement à l'étranger qui passe comment c'est ailleurs. Tous rêvent de visiter un autre pays, de voir ce qu'est un pays, et on le comprend. Ils sont là-bas sans géographie ni histoire, posés là - c'est vraiment posé, tout est là-bas posé par terre, les maisons, les bistrotts, comme les casernes, au long des routes, si bien qu'il y a de quoi se sentir menacé et trouver le pays petit: la nuit même, ou la moindre colline, est d'ailleurs.

Il en est heureusement qui cherchent ce qui pourrait être là-bas un pays, et il se trouve que ceux-là - ou une partie d'entre eux - se posent aussi la question d'être juif. Il est sûr que le projet d'être juif en Israël commence par chercher la Palestine - ce qui illustre le fait qu'il faut pour être juif, être un juif de quelque part. (Dans un interview publiée par le Nouvel-Observateur au moment de la guerre du Kippour, un jeune militaire israélien disait - simplement, ou cyniquement - cette évidence: au barrage routier, il arrêta sans jamais se tromper les voitures où étaient des arabes. Le journaliste lui demande «mais à quoi reconnaissez-vous donc les arabes?», et il répond: «à leur regard juif»).

Il est possible que la recherche de la Palestine se soustienne de l'enquête sur ce que signifie être juif, sur l'histoire des juifs, laquelle en Israël est entièrement confisquée, et de façon sinistre, pour établir que «juif» n'était qu'une pré-histoire pour aboutir à l'avènement d'Israël. Il faut voir les films qui passent à la télévision sur l'époque de la dernière guerre, la dernière guerre comme découverte de la «race juive», au terme de quoi les héros prennent le bateau pour Israël; cependant que dans les musées à propos de la guerre et de l'holocauste, il n'est pas fait mention, ou presque, de la lutte formidable et de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Qu'Israël ne se réclame pas de l'insurrection du ghetto suffit à éclairer ce qu'est le rapport des sionistes à l'histoire des juifs.

En France, il y a peu de positions sionistes réelles et conséquentes portant sur la réalité de l'entreprise sioniste. Il y a Rotschild, qui a résumé brillamment cette position après l'attentat de la rue Copernic, en disant à la fois que l'attentat était dû en dernier ressort aux marxistes-léninistes, que les juifs en France ne devaient pas chercher à se regrouper et à riposter par eux-mêmes mais s'en remettre au gouvernement français, et que le réveil des juifs en France devait être attribué à la vigueur et à la puissance de l'Etat d'Israël. Il y a donc lui et ses compères.

A l'autre bout, il y ceux qui se réfèrent à «Israël» comme à l'existence des juifs, qui crient «Israël vivra» parce que eux sont des juifs et entendent le rester, et que personne aujourd'hui ne donne d'autre contenu, ou seulement d'autre nom, à l'identité juive, qu'Israël.

Au milieu, tous ceux qui se réfèrent au sionisme pour rétablir leur position politique ici, éluder le problème: pour qui le sionisme sert d'alibi et de repli.

- ceux, on l'a vu, qui font référence à Israël parce qu'ils sont des gens de l'assimilation parlementaire et veulent ce-

pendant parler en tant que juifs.

- ceux dont le sionisme exprime le culte révisionniste pour l'Etat, réinvesti ici, le P.C.F. étant devenu trop russe, ou trop ouvertement social-fasciste et raciste. A ceux-là, le sionisme sert de fidélité révisionniste par delà la rupture apparente et permet donc de continuer sans trop souffrir.

- ceux dont le sionisme signifie: l'histoire, en particulier l'histoire du marxisme, s'arrête avec moi. Puisque notre génération n'a pas connu le communisme, puisque l'U.R.S.S. est devenue ce qu'elle est, nous devenons sionistes. Ceux-là, outre qu'ils sont aussi fidèles à la conception du peuple et de l'Etat qui est celle des révisionnistes - reprennent à leur compte cet élément essentiel de la propagande sioniste israélienne qu'est l'arrêt de l'histoire pour les juifs. L'histoire s'arrête à la guerre, ou, pour certains, à leur sortie du P.C.F. justement parce qu'il n'existe pas, pour tout ce courant, une position, une voie sur la question juive, mais un moyen particulier de régler son compte au passé et une bouée de sauvetage pour éviter d'être encore confronté à l'histoire, grâce au fait qu'on est juif, ce sionisme-là est particulièrement intolérant et violent. C'est souvent chez ces gens-là qu'on trouve le plus grand acharnement à interdire toute expression anti-sioniste chez les juifs, à maintenir que l'antisémitisme, c'est l'antisémitisme et que tout juif anti-sioniste n'est pas un juif, etc... On comprend bien que tout leur édifice idéologique autour du sionisme s'écroule si une histoire où il y a des juifs continue après eux. Ces gens freinent considérablement l'émergence du débat interne chez les juifs et la possibilité d'expression de voies différentes. Ils donnent des armes au Renouveau Juif et consorts pour continuer à prétendre parler au nom de la «communauté juive» et faire marcher au pas beaucoup de gens derrière eux.

LA DIALECTIQUE DE L'IDENTITE JUIVE.

Et alors, positivement, c'est quoi les juifs ? Et l'identité juive ?

Il faut d'abord affirmer une position de principe, c'est que nous sommes là-dessus à l'école de l'histoire, à l'école des faits. Le fait aujourd'hui en France semble être une réémergence possible de la question, une réexistence possible, en particulier du fait de la présence d'un groupe important de juifs d'Afrique du Nord, qui se manifeste en tant que groupe - cependant que pour nous, héritiers des migrations d'Europe, la conscience était jusqu'à aujourd'hui plutôt celle d'une «dernière génération» des juifs, et la référence au fait d'être juif, le contenu de la chose, une affaire purement individuelle.

Cette existence de groupe, ou de minorité, a-t-elle un avenir, et sur quelles bases, la question se pose éventuellement pour les juifs et pour d'autres aussi: par exemple, la deuxième génération d'immigrés. Il est sûr que cela relève en grande partie d'un projet, d'un travail politique, de la capacité à mener à bien la lutte interne sur ce que sont les bases de cette identité, etc... Mais relèvent aussi d'un projet et d'un travail politique, l'existence, la formation du peuple dans son ensemble, et de la classe ouvrière. Notre position générale est que, dans le processus d'émergence, de recomposition du peuple dans son ensemble, comme force historique, la formation et l'existence de minorités «nationales» est une bonne chose. Au contraire des sociaux-fascistes, prenant la suite des fascistes d'autrefois pour vouloir un peuple à la fois dissocié et uniformément laminé, nous pensons que la force du peuple réside dans le système de contradictions internes qui le constitue. Ce qui signifie aussi, inversement, qu'il ne peut y avoir aujourd'hui de projet d'existence comme groupe ou minorité nationale ou historique que lié à une telle conception du peuple, au projet global qu'existe en France un camp du peuple contre la société impérialiste. On le vérifie ces derniers mois dans la discussion avec les jeunes immigrés.

Qu'est-ce qui constitue une telle minorité ? Il y a deux voies là-dessus: la religion, ou l'histoire, la mémoire. Certains disent la culture. A mon avis, culture est un terme moyen qui se divise en fait en religion et histoire.

Là aussi, ce n'est pas vrai que pour les juifs, c'est aussi le problème pour les jeunes immigrés de la deuxième génération qui, s'ils veulent par exemple rester algériens en France, ont à décider quel en est le contenu: continuer à enfermer les femmes, interdire à sa soeur de sortir - pour les hommes - ou bien partir de la référence à la guerre de libération de l'Algérie? D'où d'ailleurs l'importance cruciale de la question pour les filles et leur position d'avant-garde, coincées comme elles le sont entre une fidélité qui est aussi l'oppression la plus noire, et une libération sous la forme obligée d'un reniement.

Mon choix n'est bien sûr pas celui de la religion. Et d'autant plus (si on peut dire) que la religion revit aujourd'hui, elle aussi, comme moyen pour certains d'éviter le bilan historique, de prétendre se sortir, soi, de l'histoire, de la lutte de classe, s'entend.

Etre juif donc comme affaire de mémoire, comme réalité historique. Que nous lègue donc l'histoire? A partir de là, on ne peut strictement parler que pour soi, en fonction de ce qui a été dit précédemment - il n'y a pas jusqu'à présent de minorité juive constituée en France, il n'y a que DES JUIFS (en tous cas pour ceux venus d'Europe), pour qui être juif est un héritage individuel, l'injonction qui fut individuellement faite d'être fidèle, non pas même à une maison, à une réalité perdue, dont on ne sait à peu près rien d'autre que la perte, mais à la façon, elle-même peu connue, dont quelques uns avant nous lui furent fidèles. Fidélité à une fidélité.

L'histoire apparemment ne lègue qu'une contradiction D'un côté l'universalisme: se fondre dans l'histoire mondiale, la faire, et pour cela être gens d'une doctrine. De l'autre, une science bigarrée de la survie, l'exigence en soi, opiniâtre, de traverser coûte que coûte l'histoire, mais en l'évitant, avec ce que cela implique de bagages (et qui est ce qu'on appelle la culture): blagues et capacité à rire, recettes, solidarité, terrorisme familial et fatalisme, sans oublier la considération pour la «culture» universelle, présence ici de l'autre aspect pour la reconduction du même.

Il y a là la reconduction sans fin de la même contradiction, entre l'universel et la survie, puisque le deuxième terme se divise lui-même à l'infini entre une assimilation (protectrice et universalisante) et une identité (de famille et de labeur), et ainsi de suite.

Il ne servirait alors sans doute à rien de chercher, à partir de là, à trouver les siècles jusqu'à l'Origine, comme on pouvait chercher, enfant, à trouver l'espace, quand on regardait cette division-inclusion infinie de la reduplication du même sur les boîtes de vache-qui-rit.

Il faut plutôt dire que la réalité historique d'être juif n'a peut-être pas pour nous aujourd'hui de «contenu». Elle est cette contradiction même, le fait de se tenir dans cette contradiction quant au rapport à l'histoire. Pierre Goldman le disait ainsi: «Pour moi, être juif, ce n'est pas un contenu, mais une condition».

PIERRE GOLDMAN, ET L'IMPASSE OUVERTE

Il est juste de terminer cet article en citant Pierre Goldman. C'est lui le premier ici, de la génération de l'après-guerre, qui a traité du fait d'être juif dans sa réalité historique (en en faisant la matière de sa vie et de son livre), et tous ceux qui aujourd'hui se réclament de ce problème se réfèrent à lui, et parfois se réfèrent à la date de sa mort comme au début du processus, nouveau pour eux, concernant les juifs. Cependant que ceux qui s'appellent les «représentants officiels» de la communauté juive ne le citent jamais: dans le discours fait par Renouveau Juif le samedi matin après Copernic, son assassinat n'a pas été mentionné dans la liste des attentats et agressions antisémites des derniers temps.

Goldman disait aussi, critiquant la façon dont les «juifs officiels» et les journalistes parlaient du problème: «il y a pourtant bien une voie pour les juifs entre l'assimilationnisme et le sionisme - Laquelle? - L'impasse bien sûr, l'impasse».

Il a raison là encore, et je suis pour se réclamer de cette impasse. C'est d'ailleurs peu, et faux, de dire qu'il a «raison», car il a été lui-même cette impasse. L'impasse de Pierre Goldman, je suis pour s'en réclamer, et la diviser.

Lui l'a pratiquée dans la répétition volontaire de la génération précédente, ou d'encre avant; et ainsi faisant de sa vie la figuration en soi du «juif», mal situé dans l'espace et dans le temps, le point de départ étant le regret de n'avoir pas connu la guerre; traînant sa condition et son si grand regret des maîtres, et le primat absolu des principes, mais pure figure, devenue abstraite, suspendue comme un théâtre. Avec cette conviction qu'il s'était aussi choisi, cependant, une culture, un peuple de référence, et avec, semble-t-il, un possible chemin de vie.

Il est une autre façon de s'engager résolument dans l'impasse, de la choisir actuelle: je veux dire, de l'étape actuelle de la révolution, apparemment la plus impraticable au juif universel ou nomade, puisque c'est celle de l'enracinement maïste dans les masses, de l'édification patiente d'un peuple par lui-même. Mais n'est-ce pas pertinent, pour le sujet juif, de s'enraciner consciemment quelque part, sachant que ce pourrait être aussi bien ailleurs? Et qu'on est, soi, autre chose que n'importe lequel de ces «ailleurs»? Se lier consciemment aux masses, c'est s'obliger à le reconnaître et le revendiquer.

Etre l'exilé, non comme celui qui est partout, mais comme celui qui peut reconnaître, d'une façon particulière, le lien d'ici et son histoire, comme l'autre ailleurs; par soustraction, par ce défaut radical de maison, de chez soi, qui oblige à ne pas transiger à son sujet: comme une tension particulière entre le particulier et l'universel.

LE JUIF D'AUJOURD'HUI.

Je dirai du juif d'aujourd'hui qu'il est engagé dans la réidentification des autres. Je termine sur cette possible impasse, en l'étayant de deux arguments:

Le premier, la question de l'antisémitisme. L'antisémitisme de masse (je ne parle pas de celui de la grande bourgeoisie, ni de l'antisémitisme Etatique de la nouvelle bourgeoisie), l'antisémitisme est le fait de peuples qui ne savent pas, ou qui ne savent plus, qui ils sont. Exemple, les allemands, occupés périodiquement à se demander ce qu'est être allemand, et avant-guerre, après 1918, la question tranchée, non par eux, mais par le diktat extérieur et l'humiliation nationale. On connaît le retournement hitlérien et l'arme qu'il peut saisir avec l'antisémitisme.

C'est sans doute vrai aussi pour l'antisémitisme en Pologne. Ce n'est pas, il me semble, l'existence et la conscience nationale du peuple qui engendre l'antisémitisme, mais sa désagrégation et sa déchéance. Si on n'est plus rien, nationalement, on se venge sur celui qui structurellement, est sans nation, mais en étant, lui, quelque chose. On peut dire cela du racisme en général. On l'a vu pendant la grève des foyers, le racisme anti-immigrés chez les ouvriers français est le fait de gens qui se considèrent comme n'étant plus rien, d'un point de vue de classe, cependant que les immigrés sont écrasés mais existent.

L'antisémitisme serait en Europe le racisme spécifique de la déchéance ou de l'impuissance nationale. (Le racisme anti-immigrés étant celui de la déchéance ou de l'impuissance de classe).

D'autre part, et c'est mon dernier argument, il semble que tel est tout simplement aujourd'hui le cours des choses. On a vu que tel est le cas pour Israël: être juif là-bas implique pour première tâche de découvrir le Palestine. Et pour certains, venus d'Europe, en particulier de l'Est, et qui ont refusé d'emblée le sionisme, le chemin est de retourner d'où on est venu: en Pologne, en Allemagne, etc... Cette démarche, sans doute correspond-elle à une étape, à une donnée de la situation actuelle; la nécessité, la tâche première, pour être juif, puisqu'il faut être un juif de quelque part, est de réassurer d'abord le «quelque part» en y cherchant, ce faisant, la trace des juifs.

(suite de l'article au verso) .../...

Et ceci ramène bien sûr au lien avec la politique de classe et le marxisme.

Comme on l'a dit, cela ne garantit rien et on court le risque de s'y perdre. Mais mieux vaut ce risque que se li- quider d'emblée pour ne pas risquer ce risque. Ce n'est pas

non plus le chemin d'une solution de masse. Mais cela per- met à toute réalité de masse de se manifester, et lui fraye une voie.

Renée Leibovici.

POURQUOI DES GROUPES LUTTE SANTE ?

L'article que nous a envoyé le G.L.S. de Reims est, à notre avis, une très intéressante contribution au débat ouvert sur le caractère de classe des questions de la santé. Ces questions sont certainement appelées à être un des axes de travail nationaux des C.P.A.C. L'analyse proposée de la position des médecins, des différents courants, de l'action du G.L.S., constitue un document né- cessaire.

Nous ne pouvons cependant dire que la position actuelle du G.L.S. tranche les problèmes de ligne de l'U.C.F.M.L. sur la lutte de classe autour des problèmes de la santé. C'est une expé- rience positive, et, par certains côtés, unique. Mais, certaines des conclusions - liées à la spécificité du G.L.S. - sont provisoires ou unilatérales. La nécessité absolue d'un regroupement spécifique des mé- decins et professionnels de la santé doit elle-même être largement débattue - car le mot d'ordre «créer 10 GLS» peut DANS LES FAITS fonctionner ainsi. Ce serait, notons-le un cas unique: nous n'avons jamais envisagé rien de tel pour les personnels de l'éducation, par exemple. Il faut donc lire cet article dans le cadre d'un débat d'ensemble, dont la visée principale est: saisir les C.P.A.C.s de la lutte de classe dans le peuple sur les problèmes de santé.

INTERVENIR DANS LES MILIEUX MÉDICAUX

L'article «POUR UN COMBAT CONTRE LA SÉCURITÉ ANTI-SOCIALE» (No 43-44 du «Marxiste-Léniniste») ouvre le débat sur un terrain peu familier aux lecteurs du journal: celui de la Santé. Nous partageons le point de vue qui s'y trouve développé: il y a matière aujourd'hui à constituer un front de résistance à l'application de la Convention médicale. Que les maoïstes, et tout particulièrement les CPAC, s'y engagent comme à Reims est certainement décisif. Mais, à notre avis, un tel engagement n'est possible que dans la mesure où se développe un réel travail en direction des MÉDECIENS EUX-MEMES. Là est le point-clé, fort bien indiqué par l'article précédent: tout dépendra de leur résistance. Il faut rappeler que la «conven- tion» est, certes, un arsenal anti-populaire quant au fond, mais qui ne sera opérant que par médecins interposés. C'est un tissu d'arguments IDÉOLOGIQUES (crise, rationnement «nécessaire» des prescriptions...) visant à l'autocensure, et RÉPRES- SIFS en dernier ressort (mise sur ordinateur de l'activité médicale, comparution devant les tribunaux spéciaux, déconvention- nement à la clé).

Sur tout cela, les «clients» (nous tous...) n'ont guère de prise immédiate... D'OU LA QUESTION: comment susciter et organiser la résistance des médecins ? Cela suppose, d'abord, la capacité d'intervenir dans les débats INTERNES à la profession, monde spécifique, ayant sa propre histoire. Ensuite, d'y tracer les camps, autour de cibles particulières. Enfin, de sortir du «ghetto» médical pour lancer des mobilisations populaires: pour que les affaires de la médecine deviennent l' affaire de tous. Autant de tâches NÉCESSAIRES, qui dessinent le contour d'ORGANISATIONS non moins nécessaires: les Groupe-Lutte-Santé (G.L.S.). Nous l'avons vérifié au feu des diverses batailles, dont certaines sont connues des lecteurs, comme la lutte contre Sécurex et les contrôles patronaux d'arrêts de travail (voir ML No 23). Plus récemment, la mobilisa- tion de soutien au Dr Cloarec (voir notre brochure: «Médecine de crise, Sécurité ANTI-sociale, Résistance populaire»). L' ensemble de nos orientations est par ailleurs défini dans notre plate-forme (Voir encadré).

Il faut intervenir, de manière prolongée, dans les milieux médicaux. IL FAUT S'ORGANISER POUR LE FAIRE, CRÉER DEUX, TROIS... DIX GROUPES-LUTTE-SANTÉ ! Hors de cette nécessité, il n'y aura pas d'avancée possible dans la définition d'une médecine progressiste aujourd'hui, dans le regroupement de ceux et celles qui veulent la promou- voir.

Intervenir dans les milieux médicaux, cela suppose trois choses, que nous analysons brièvement ici. D'abord, connaître l'HISTOI- RE périodisée, depuis Mai 68 au moins, des débats et luttes qui s'y sont déroulés. Ensuite, connaître les forces en présence. Enfin, défi- nir un plan de bataille, des axes de travail, pour maintenant

PÉRIODISATION DE MAI 68 A AUJOURD'HUI.

Ce qui nous intéresse ici, c'est la façon dont s'est constitué un camp de progressistes de la médecine, autour de quels enjeux. On peut, schématiquement, distinguer 2 périodes.

- De Mai 68 à la crise: période marquée par la prise de posi- tion, l'engagement d'étudiants, puis de médecins et «professionnels»

de la santé, aux côtés de MOUVEMENTS SOCIAUX touchant, quel- que part, à la médecine. L'époque n'en est pas avare...: bataille pour l'avortement et contre le Conseil de l'Ordre, intervention de méde- cins dans la grande grève immigrée de Pennaroya (sur le problème du saturnisme, intoxication professionnelle grave par le plomb). Plus près de nous: lutte contre les contrôles patronaux d'arrêts de travail (Sécurex), menée à notre initiative (Voir ML 23). Ce qui caractéri- se la période, c'est que le camp des progressistes se constitue au re- gard de processus largement EXTERNES à la pratique professionnel- le immédiate. Un médecin progressiste de l'époque, c'est quelqu'un qui prend position, voire s'engage, aux côtés des mouvements de ré- volte en question. A cela s'ajoute, souvent, la recherche d'un rapport

nouveau au peuple, là où on exerce (cabinet de Z.U.P., centre de soins, hôpital...). Mais, et cela est à noter, l'exercice quotidien demeure une zone «libérée», un oasis de paix non encore menacé: le capitalisme peut encore se permettre quelques largesses avec la médecine...

- Avec la crise: changement de décor. La liberté de manoeuvre des médecins, leurs possibilités d'INTERVENTION SOCIALE, leur latitude d'être des remparts possibles aux affets de la surexploitation (par la prescription d'arrêts de travail, par exemple...), tout cela est remis en cause. Il faut les mettre au pas. Cela commence par quelques passes d'armes à fleurets mouchetés (quelques procès ici ou là pour certificats de «complaisance»), puis vient la grosse artillerie: la Convention, et son cortège d'ordinateurs, de médecins-contrôleurs à poigne, de sanctions étagées (avertissements, blâmes, citations à comparaître devant le «tribunal des sages», déconventionnement). Sur le détail de cette machinerie, nous renvoyons à notre brochure sur l'affaire Cloarec.

La nouveauté, au regard de la période précédente, c'est que la PRATIQUE QUOTIDIENNE cesse d'être à l'écart de la mêlée. Elle est directement investie par le contrôle d'État via la Sécurité Sociale. Du coup, la situation est transformée à grande échelle: plus moyen d'être tranquille dans son cabinet. Plus de statu quo possible: on ne peut plus entretenir l'idée qu'on fait de la bonne médecine dans son coin, et que c'est déjà pas mal... Il faut choisir: soumission ou résistance. Ce sont les MÉDECINS GÉNÉRALISTES, surtout des quartiers populaires, qui sont en première ligne: ils ne peuvent pas ignorer les différentes formes d'oppression que subissent leurs clients. Ils perçoivent généralement bien que, derrière l'écran de fumée «économique» du discours officiel, se cache la mise en place d'une médecine de crise, violemment anti-populaire. Ce sont eux qui sont convoqués pour «profils aberrants» (trop d'arrêts de travail, trop de prescriptions...), menacés de déconventionnement. Sommés de se «justifier» devant leurs pairs (médecins syndicalistes et médecins-sécu), ils diront souvent que, même en retournant la question sous tous les angles, ils ne peuvent pas changer leur pratique... sauf à se déconsidérer complètement à leurs propres yeux. C'est, aujourd'hui, cette réalité quotidienne qui est le creuset d'où naîtront les progressistes de la médecine. Car vouloir résister réellement à l'application de la convention, à l'emprise de la Sécurité Sociale, conduit nécessairement à se poser la question des alliances avec d'autres couches sociales, en particulier populaires. Et donc de mettre dans la balance un minimum de pensée sur POUR QUELLE MEDECINE SE BATTRE. Cela, toutes les forces en présence dans les milieux médicaux vont le faire, à leur manière, pendant la période «chaude» des affrontements sur la Convention (Mai-Juin 80).

LES FORCES EN PRÉSENCE.

- La F.M.F. (Fédération des Médecins de France): Syndicat ultraminoritaire de «notables» à clientèle aisée, ils vont jouer à fond la carte de la Convention. Ils n'ont rien à y perdre: peu concernés par les contrôles (vu leur clientèle...), ils ont presque tous le «D.P.» (droit permanent à dépasser le tarif). Ils y voient l'occasion de s'attirer les bonnes grâces du gouvernement, et de ménager leurs privilèges pendant quelques temps encore.

- La C.S.M.F. (Confédération des Syndicats Médicaux Français): syndicat majoritaire «fourre-tout», de type vertical (généralistes, spécialistes). Après avoir longtemps collaboré aux «profils» et fait la police dans la profession, ils sont entrés dans l'opposition à la Convention. Pour deux raisons essentielles:

. d'abord parce qu'ils étaient de plus en plus contestés par leurs propres troupes en raison du double-jeu qu'ils menaient avec la Sécurité Sociale, et qu'ils sentaient monter le mécontentement des généralistes, très nombreux dans ce syndicat.

. surtout parce que le «double secteur» (tarifs «seçu» et honoraires libres) mettaient en danger LEUR PROPRE ÉDIFICE. En effet, le «truc» du double secteur est de consacrer l'hétérogénéité fondamentale des «intérêts» entre médecins ayant un mode de fonctionnement différent (spécialistes ou généralistes, gros frais de gestion ou petit cabinet, etc...) et qui peuvent être tentés d'opter pour tel ou tel secteur selon les impératifs de leur gestion... Ces choses-là se discutent très prosaïquement entre confrères, et nul n'en fait une histoire. C'est pourquoi l'argument «médecine de riches-médecine de pauvres» balancé par la C.S.M.F. (pour faire «social» et s'attirer les bonnes grâces de la C.G.T. et de la C.F.D.T.) n'a pas trompé grand monde parmi les médecins! Soigner correctement les gens est avant tout affaire de conscience, et non de fric: il y a de grands pontes méprisants à 200 F la consultation, et des généralistes consciencieux à 46 F!... (et vice-versa, d'ailleurs).

La C.S.M.F. partira à la bataille au nom de la «médecine libérale», mais sans rien y loger d'autre que des principes creux et des slogans démagogiques: «votre santé est en danger», «médecine de riches/médecine de pauvres»... Elle se présentera comme le «rassemblement des mécontents», avec une unité de façade sur les prin-

cipes libéraux, recouvrant en fait des comportements très divergents: parmi ceux qui suivaient les consignes syndicales, les uns résistaient RÉELLEMENT, refusaient de modifier leur pratique, quand d'autres (les plus «syndicalistes» parfois) faisaient la morale aux clients sur la nécessité de réduire les arrêts de travail!... La suite est connue: alliance de pure forme avec la C.G.T. et la C.F.D.T., dont l'intérêt pour les problèmes de médecine et la passion pour la médecine libérale sont pour le moins douteux... Puis, fuite en avant classique dans des opérations «coups de poing» spectaculaires, précédant la défaite en rase campagne (la Convention sera avalisée par le gouvernement le soir même de la manifestation des médecins). Actuellement, elle prépare sa rentrée dans le giron «conventionnel» par la petite porte, dans une atmosphère de révolution de palais: des têtes pourraient tomber...

- Le S.M.G. (Syndicat de la Médecine Générale): syndicat «horizontal», regroupant des généralistes uniquement. C'est le syndicat de «gauche», reflétant généralement la sensibilité P.S. Leur discours reprend en général des thèmes de réforme «institutionnelle» de la médecine: médecine lente, paiement à la fonction et non à l'acte, participation à la prévention... joints à la dénonciation de quelques scandales. Ces thèmes purement formels, ne sont pas antagoniques avec les plans du gouvernement, qui les reprend souvent à son compte... Le S.M.G. a, au fond, une CONCEPTION ÉTATIQUE DE LA MÉDECINE: il pense que seul l'État (de «gauche» bien sûr...) pourra assainir et «moraliser» la profession. Cette conception les mènera, tout en se prononçant contre la Convention, à prôner l'alliance absolue avec les syndicats «ouvriers» au nom de la «défense de la sécurité sociale». Singulière ambiguïté, quand on sait que LA LOGIQUE MEME de la sécurité sociale, institution d'État, est justement de renforcer son contrôle sur les médecins et les assurés!...

Cette conception «Étatique» de la médecine ne date pas d'hier, d'ailleurs. A l'époque du débat sur les contrôles patronaux d'arrêts de travail (Sécurex), le S.M.G. prônait que ces contrôles soient réservés aux médecins-conseils de la «Sécu»... nous y sommes, avec la nouvelle convention, qui fait de la S.S. une sorte de Sécurex d'État!...

- Le «COURANT CARPENTIER» a été totalement absent de la scène. Regroupant, autour du Dr Carpentier (auteur du célèbre tract «Apprenons à faire l'amour» et de livres sur la médecine générale) des gens engagés dans une contestation «radicale» du pouvoir médical, qu'ils rejettent en bloc au lieu de le diviser pour le faire jouer du côté du peuple, ce courant suit sa pente naturelle qui pousse à se nier comme médecin et à s'immerger dans des «expériences alternatives de vie collective», à l'écart de la mêlée...

- Le G.L.S. (Groupe-Lutte-Santé): tout au long des débats sur la convention, et lors des différents épisodes tactiques qui ont marqué cette période, nous sommes intervenus constamment pour diviser la conception moyenne, syndicaliste, de la résistance. Dans un tract intitulé «qui fait quoi pour résister», distribué à une Assemblée Générale du syndicat (C.S.M.F.), nous expliquions qu'il fallait préparer les arrières, se donner les moyens de résister SUR LE TERRAIN QUOTIDIEN, de bloquer l'application de la Convention. Nous mettions en jeu les leçons tirées de la mobilisation de soutien au Dr Cloarec:

. EXPLIQUER dans les cabinets (Affiches ou tracts), sur les marchés, ce que vise cette convention, en quoi elle est anti-populaire, quels sont les mécanismes de contrôle sur les médecins... Face à la démagogie et au clair-obscur ambiants, dire la VÉRITÉ DES CHOSES. Nous avons diffusé, avec le C.P.A.C., un tract dans ce sens, sur un marché.



Une intervention du G.L.S.

Des Médecins sont **Inquiétés par la Sécurité Sociale** parce qu'ils prescrivent **trop d'Arrêts de Travail** à son goût!... On leur envoie des avertissements sous la forme de «**Profils**» (statistiques établies sur ordinateur). On les menace de déconventionnement, c'est à dire que les consultations ne seraient plus remboursées...

Sans être des « distributeurs automatiques », nous pensons que **les Arrêts** que nous donnons **ne sont pas un luxe**, étant donné surtout les conditions de vie et de travail de plus en plus dures.

C'est pourquoi les menaces qui pèsent sur nous sont **Intolérables** et ne nous feront pas changer d'avis.

A travers les Médecins c'est **AUSSI VOUS** qui êtes visés!

IL FAUT LE FAIRE SAVOIR!
IL FAUT BRISER LE SILENCE
QUI ENTOURE CETTE AFFAIRE!

Dès Maintenant,
FAITES-LA CONNAITRE AUTOUR DE VOUS

L'AFFICHETTE DU G.L.S.

montrer **DANS LES FAITS** qu'on est décidé à résister, à ne pas « censurer » sa pratique au premier avertissement venu. C'est très important, nous l'avons vu avec Cloarec: les gens ne soutiendront vraiment qu'un médecin qui tient ferme, et qui montre la voie.

en cas de **SANCTION IMMINENTE**, en faire sur le champ une affaire publique.

C'est à ces conditions qu'on peut remporter des victoires. Sur ces bases, nous avons nous-même appelé à une réunion, courant Juin pour: * tirer le bilan de la mobilisation Cloarec. * définir des axes de travail pour la résistance.

DÉFINIR DES AXES POUR LA RÉSISTANCE.

Cette réunion a permis de dégager un noyau de quelques médecins, généralistes pour la plupart, avec lesquels nous engageons un travail prolongé. En fait, une chose très claire est apparue: pour que des médecins résistent aux pressions de la Sécurité Sociale, pour qu'ils combattent l'**AUTO-CENSURE** insidieuse qui risque de s'instaurer (on fait « attention », on diminue insensiblement ses prescriptions, etc...), il faut autre chose que la seule révolte contre la « bureaucratie », une autre motivation que la seule défense de la liberté et de l'indépendance professionnelle, une autre valeur à défendre que la seule « éthique ». Il faut mettre dans la balance une définition **POSITIVE** de la médecine qu'on veut imposer: donner un premier **CONTENU** à ce que peut être, aujourd'hui une médecine progressiste. Question complexe, largement ouverte, et qui, nous semble-t-il, s'articule **AUTOUR DE 2 GRANDS AXES**:

a) Le premier axe concerne l'attitude du médecin au regard d'une série de problèmes quotidiennement rencontrés, et qui tracent des camps **DANS LA MESURE OU ILS ARTICULENT LA RÉSISTANCE MÉDICALE AVEC DES ÉLÉMENTS DE RÉVOLTE POPULAIRE**. Nous en définissons quatre:

- les **ARRÊTS DE TRAVAIL**: c'est la question brûlante du moment, qui touche à la répression sauvage de l'absentéisme. Il est même question d'obliger les médecins à donner les absents de l'arrêt sur le formulaire destiné à la S.S. (avant on ne mettait que la durée). Sur cette question, il faut être clair: l'arrêt de travail n'est certes pas une panacée thérapeutique. Certains arrêts peuvent même être plus nuisibles qu'utiles, « enfermer » le malade dans un cul-de-sac où il peut s'enfoncer. C'est quelque chose qui se **DISCUTE** avec l'intéressé, compte-tenu de ses caractéristiques, de son histoire. Mais une fois la décision arrêtée, il faut la tenir ferme, la faire respecter. La répression des arrêts de travail vise les médecins à clientèle ouvrière: c'est une **POLITIQUE DE CLASSE**, ce que les gens traduisent par « marche ou crève »...

- les **PROBLÈMES PARTICULIERS DES FEMMES**: « double journée » de travail, légitimité des arrêts dits de « complaisance » pour garder les gosses malades, vigilance sur la question de l'avortement. Sur ce dernier point, l'heure est à la fermeté pure et simple de cliniques pratiquant des I.V.G. (voir l'affaire de Lyon), sans grand mobilisation des « groupes femmes »: il faut prendre acte de cette conjoncture nouvelle, liée à l'offensive d'ensemble contre les médecins, et intervenir nous-mêmes sur ce genre d'affaires, sans attendre une (hypothétique) mobilisation des « groupes femmes »... ce que nous avions un peu trop tendance à faire jusqu'ici.

- l'**ÉGALITÉ DES DROITS FRANÇAIS-IMMIGRÉS DANS LA SANTÉ**: notamment, assurer la « couverture médicale » des immigrés sans-papiers. Nous suivons de près l'initiative prise dans ce sens par des camarades parisiens suite à la pétition contre les lois Bonnet-Stoléro.

- se **PRÉOCCUPER DU SORT DES CHOMEURS** qui se retrouvent sans droit à la S.S. un an après la fin de l'indemnisation.

Nous travaillons, sur chacun de ces 4 axes, à constituer des formes d'organisation, des « réseaux » de médecins et professionnels de la santé.

b) Le second axe porte sur la forme de l'exercice médical:

Thème souvent rencontré chez les jeunes médecins: critique de certaines pratiques « à la chafne » auxquelles s'oppose l'idée d'une « médecine lente »; critique de l'isolement, de l'individualisme professionnel, de conceptions thérapeutiques sommaires, etc... Ce débat, on l'a vu avec le S.M.G., se développe souvent de façon formelle, abstraite, non référée à un **CONTENU** précis. A notre avis, il n'a de sens qu'**ARTICULÉ** au contenu d'une médecine progressiste, telle que nous la dessinons plus haut. En d'autres termes, c'est l'attitude devant tel ou tel problème qui commandera la forme de pratique correspondante. **EXEMPLE**: prendre en compte jusqu'au bout le problème de santé d'un immigré (souvent assorti d'aspects administratifs compliqués) nécessite du temps. C'est sans doute inconciliable avec une pratique « rapide », dépassant un certain nombre d'actes quotidiens... **AUTRE EXEMPLE**: dans une situation où toute résistance expose à un déconventionnement, synonyme de chômage, surtout pour un jeune médecin, mieux vaut sans doute être associé qu'isolé... Nous pensons donc que pour avancer dans ce type de débat, il faut serrer au plus près la réalité, **A PARTIR** du terrain de la résistance nécessaire, et non à partir d'un jugement de valeur « technique » ou moral...

AUJOURD'HUI

En nous appuyant sur l'**ENSEMBLE** de ces orientations, nous entamons un travail prolongé en direction des médecins, visant à constituer un réseau:

1- unifié sur notre conception de la résistance à la Convention.

2- **VIGILANT SUR LA QUESTION DES ARRÊTS DE TRAVAIL**: nous enquêtons sur les formes possibles de riposte à l'obligation de « motiver » les formulaires d'arrêts. De même, il faut être prêt à riposter contre les formes de pression **QUOTIDIENNES** de la S.S., qui semble ne pas attendre la mise en place des structures de contrôles des médecins pour passer à l'offensive: reprises de travail « autoritaires » par le médecin-conseil, suppression de la possibilité de reprendre à mi-temps avec indemnisation de la Caisse, diminution sauvage des taux d'IPP après accident de travail

3- capable de se mobiliser en cas de déconventionnement: nous réfléchissons à des formes de solidarité concrète permettant à un « déconventionné » de continuer à voir ses clients sans qu'ils soient eux-mêmes pénalisés. Joint à la nécessité de mobiliser l'opinion publique, c'est là une tâche essentielle pour encourager les médecins à résister.

Nous souhaitons que cet article serve de point d'appui pour des camarades du pôle maoïste, des sympathisants, des lecteurs, désireux d'engager un travail spécifique sur le front de la Santé, et de participer à la constitution de nouveaux Groupes-Luttes-Santé.

Notre plate-forme politique et notre brochure « Médecine de crise, Sécurité « anti »-sociale, combat populaire: la mobilisation de soutien au Dr Cloarec » sont disponibles:

- soit en écrivant au « ML »

- soit en nous écrivant directement:

« C.P.A.C. - BP 191 - 57 057 Reims Cedex. »

MEMOIRE

Nous publierons désormais sous cette nouvelle rubrique, MÉMOIRE, des textes sur les événements, dans l'histoire, dont le mois écoulé avant la sortie du ML marque l'anniversaire, qu'ils soient des témoignages, comme celui-ci, ou des éléments d'histoire, en repérant les origines et l'avenir.

Que notre mémoire soit ainsi un modeste hommage aux peuples révoltés depuis l'origine des temps de classe, et, à travers la reconnaissance de leur lent et difficile parcours vers le communisme, fonde aussi une tranquille certitude sur notre cause.

LE 17 OCTOBRE 1961

Le 17 Octobre 1961, je ne savais pas même que c'était le 17 Octobre. J'avais 18 ans, j'étais dans une organisation de jeunesse du P.C.F., étudiante, sortant de l'atmosphère ouatée de l'enfance que prolongent les familles aimantes et aisées, et je me promène dans la rue.

Le quartier latin alors était une petite province. On allait de librairie en librairie comme à gué à travers un ruisseau. Place du Panthéon, ce n'était pas la maison des grands hommes sur quoi se portait le regard, mais sur la tourelle ridicule de béton bâtie à la hâte qui abritait un flic tremblant autour de sa mitraillette. A l'intérieur du commissariat c'était, on le savait, le trou noir, traversé par les cris des torturés algériens. On avait honte et haine d'être français et on était fier d'être algérien au moins par le quart de naturalisation que donnait le fait d'être pour la lutte d'indépendance. Déjà devant le P.C.F. qui ne faisait rien, et pire encore, des intellectuels, des militants avaient pris parti. Déjà la jeunesse étudiante se mobilisait. Mais ce jour-là il n'y avait aucun de ceux-là. Devant le métro Saint-Michel, le café la Boule d'Or, comme je débouchais de la rue Gît-le-Coeur, je vis ce que je n'avais jamais vu: un peuple entier, qui marchait dans le silence, portant des enfants dans les bras, contre l'épaule, à la main. Tout ce qui fait qu'un peuple est un peuple, des femmes des hommes des enfants. Tout ce qui fait qu'un peuple est un peuple: un visage. C'était le visage algérien aux pommettes hautes sur lesquelles chaque jour les crosses de fusils s'abattaient sans le vaincre.

Mais ce jour-là, à cette heure là encore, il semblait qu'il n'y avait personne. Personne, pas de flics, pas de crosse, tant, fleuve sortant de la terre, du métro, venu là par les ponts, affluants, puissants, silencieux, ces hommes et ces femmes prenaient tout. Les gens qui s'arrêtaient, les rares français, regardaient leurs frères humains. Bien sûr il y avait ceux qui étaient pour l'indépendance, pour les Algériens, mais cette force de masse c'était cela la fraternité. Ils défilaient et j'ai encore l'impression qu'ils n'allèrent pas plus loin que la place Saint-Michel, tant chaque fois que le cortège avançait il était remplacé par un cortège plus nombreux. Et le silence qui les entourait, qui était celui de notre honte et de leur force, celui aussi de l'alliance possible pour qui sait s'insurger, ce silence — ils défilaient en silence dans le seul bruit familier des enfants — était comme une image pour toujours.

La manifestation continuait, et sur son pourtour on apprenait qu'elle sortait des bidonvilles, des hôtels, des parquages, que l'ordre du FLN avait été suivi. On savait, on sentait au fur et à mesure que ces milliers sortaient de terre qu'ils sortaient de là d'où ils combattaient, de là d'où ils souffraient, mangeaient à peine à leur faim sous la menace de l'arrestation et de la torture. Et que ce qu'ils osaient c'était plus que cet-



te sortie sur Paris, c'était plus que de faire venir dans le centre de ce Paris bourgeois, à la fois provincial et cosu, les damnés des barrières, c'était plus que de faire envahir Paris par les pauvres et les opprimés. C'était une nouvelle libération de Paris, sa véritable libération son envahissement par le peuple, un peuple, quand celui de France faisait défaut. C'était aussi que la guerre qui faisait de chaque partisan un puits clandestin, de chaque organisation, un réseau caché, qui dissimulait la force unie de tous, était ce jour là vaincue par le peuple. Ce que le FLN faisait là en pleine guerre était d'affirmer que déchiré, combattant, dispersé, un à un, il était capable de se réunir, d'exister.

C'est cette existence là que vers 20 heures la police tenta d'assassiner.

J'étais sur place. Je n'avais pas bougé. La nuit tombait. Je ne sais pas comment cela arriva. Tout ce que je sais c'est que soudain un homme courut et que sur la tête de l'enfant qu'il portait dans les bras un gourdin s'abattait. Je sais que la Seine devint noire. Que les flics jetaient les hommes dans le fleuve. Je sais que tous couraient et que le fascisme français avait cours. Je sais qu'ils tuaient, je sais que les Algériens donnaient tout à leur cause et même la mort. Place Saint-André des arts, un car ouvert comme un étal de boucherie dégoulinait de sang. On jetait dedans des corps blessés, des visages ouverts là où la vie ne les ouvrait pas. Il y avait visible par la porte du car un monceau d'hommes à demi morts, et leurs yeux disaient forts et vivants qu'ils ne le seraient jamais. Nous commencions à hurler. Les flics foncèrent sur nous, le car démarra mal fermé emportant sa cargaison de chair fière.

Andrée L.

ART ET CULTURE

UNE MISE AU POINT DU GROUPE FOUDRE

La parution, dans le «Marxiste-Léniniste» No 43-44 d'un interview du Groupe Foudre nous amène à faire une mise au point. Il nous semble que le caractère ramassé du texte empêche le lecteur de se faire un point de vue complet sur nos positions. Parler de la conjoncture dans l'art n'est pas chose simple. Les instruments d'analyses et concepts historiques qu'utilise Foudre sont encore mal connus.

Ici, le résumé et la simplification ne sont pas éclairant; cela est aussi apparu dans la première réunion publique du groupe en Juin dernier à Paris qui a réuni près de 100 participants et où l'importance de l'ordre du jour n'a pas toujours permis un approfondissement des questions.

C'est pour cela que nous avons décidé de multiplier nos positions, avec une meilleure régularité de la Feuille et plusieurs brochures en préparation.

Voici donc des précisions concernant 3 points qui nous semblent, entre autres, importants: la notion de courant, la conjoncture du retour culturel, la nouveauté de l'art marxiste.

— LA NOTION DE COURANT —

La notion de COURANT est constitutive de la création du Groupe FOUDRE comme organisation. C'est l'outil dont il s'est doté pour diviser la production artistique, lui donner un sens, éventuellement la périodiser, et il fut sur ces points le seul à le faire réellement.

Un courant est le croisement de l'analyse politique maoïste et de cet objet particulier qu'est l'art. On discerne par ce moyen ce qui, des forces politiques en présence, s'exprime et milite dans la production. Dès lors, l'art est bien constitué en terrain de luttes de classes en prise directe sur le tout: l'analyse de conjoncture en termes de courants a comme corollaire l'intervention (de soutien, d'interdiction ou dénonciation).

L'histoire des courants recensés par Foudre recouvre la période qui va de l'après-68 jusqu'en 1978. Elle est traversée par les tiraillements de la petite bourgeoisie intellectuelle devant la nécessité des tâches révolutionnaires et une violente campagne anti-marxiste; et les tentatives par les forces bourgeoises de liquider le mouvement de Mai pour le clore dans le parlementarisme si possible chacune à leur profit.

Un courant n'est tel qu'en étant partie prenante des débats du temps. Ainsi le courant sexo-fasciste né de la division en deux du mouvement de Mai dans la petite bourgeoisie intellectuelle reprend-il à son compte son versant anarcho-désirant pour le pousser jusqu'au bout de ses conséquences réactionnaires, dans une violente offensive anti-parti et anti-marxiste: c'est le développement du thème de la complicité bourreau-victime se substituant à la lutte des classes comme moteur de l'histoire (Cf «Portier de nuit»). Sa faiblesse principale, au delà de la retombée de Mai 68, fut son inadéquation à la situation qui suivit, davantage polarisée par la rivalité des deux bourgeoisies après la naissance du programme commun.

Le courant révisionniste fait bilan du défunt, on trouve une thématique sexo-fasciste dans «1900», pour l'intégrer à son propos propre. S'il ne milite pas de façon déclarée pour le PCI ou le PCF, le courant révisionniste a l'ambition d'être totalisant, et il en développe la vision des choses. D'une manière privilégiée, la nouvelle bourgeoisie précise dans l'art sa conception du peuple, du pouvoir, de la politique, et tente de lui donner une crédibilité qui ait force de ralliement. Dans un tableau sociologique des classes émaillé de détails ethnologiques, on voit le peuple opposer aux méchants bourgeois pervers et puissants, le poids de sa bonne nature ancestrale, de ses saines traditions. Etranger par nature à la politique, il désigne la nécessité du parti pour mettre de l'ordre dans les choses, s'en remet à lui pour tout ce qui a trait à l'État.

Malgré sa nullité artistique, c'est le seul courant à a-



voir connu une certaine ampleur, structurant toute une vague centrée sur l'image du peuple qui couvrait de l'actualité de l'ethnographie jusqu'à la publicité. De même s'est-il déployé dans plusieurs genres et formes: réalisme social de l'intimisme à la Sautet, fresque historique à tableaux dans «1900», modernisme académique de l'Affiche Rouge... A peine commençait-il à stabiliser toutes ses composantes, notamment avec Tavernier, qu'il sombrait corps et biens dans le naufrage du programme commun et l'échec de la gauche en 78.

Sur la défensive durant cette époque, l'ancienne bourgeoisie est restée à la remorque du révisionnisme lorsqu'elle mettait le peuple en scène, ou bien n'a généré qu'un courant, somme toute assez court, de nostalgie impérialiste. Foudre a dénoncé, à l'époque des interventions françaises en Afrique, quelques films de glorification des temps coloniaux, à la soldatesque envahissante et fortement teintée de racisme: «La Légion saute sur Kolwezi» et autres «Crabe-tambour». Courant assez éphémère mais qui a charrié dans son sens une partie de la mode vestimentaire et publicitaire. On vit aussi, dans une ambiance de retour aux années 50-60, quelques oeuvres de fiction nostalgiques de l'époque du consensus, où l'impérialisme était encore fort; paraphrasant sur bien des points le Retour Culturel, tout ce fatras a été balayé par lui.

Les courants ont besoin, pour donner leur mesure, de l'illusion parlementaire. Adossés à un projet politique constitué et offensif dans l'espace du parlementarisme, ils parlent au présent et drainent toute une ambiance, une mode culturelle qu'ils structurent en retour. La vague «nou-

veaux philosophes», de caractère principalement idéologique, n'a jamais donné lieu à un courant véritable. Leur mode d'inser-tion dans la politique a interdit aux courants de généraliser quoi que ce soit de formellement novateur ou significatif. Tout au plus peut-on déceler ici ou là quelques stigmates de vision révisionniste du peuple. Vus aujourd'hui, ces films «datent» déjà. Leur constitution trop conjoncturelle les a empêché de survivre au delà de l'échec des solutions parlementaires de rechange. Ils sont morts de mort naturelle.

Face à ces offensives réactionnaires, Foudre a entrepris de soutenir la tendance progressiste de l'art, d'en établir les principes d'unification et d'organisation dans les «critères du progressisme» (Cf Feuille Foudre No 2/3). A contre-pied de ce qui unifiait les courants, on y désigne particulièrement la nécessité d'y montrer le peuple comme sujet de l'histoire, doté à minima d'un processus de subjectivité politique; nécessité aussi d'être crédible quant à l'histoire des formes.

La situation qui suit est assez claire. Côté création, l'échec des courants comme relève formellement crédible laisse les artistes sans recours ni faux-semblants possibles. Il faut reprendre les choses de plus loin: et cette difficulté est doublée par le fait que parler d'où nous sommes, c'est prendre parti dans une conjoncture politique qui s'est considérablement tendue. En fait, l'espace du progressisme est devenu plus exigeant et s'est terriblement restreint. Côté public, c'est la même chose: l'état de la création contemporaine génère la nostalgie des phases ascendantes antérieures, et la mise à nu de nécessités révolutionnaires favorise le repli sur soi, les tendances régressives.

— LE RETOUR CULTUREL —

D'où ces deux caractéristiques mêlées du Retour Culturel: mise à l'épreuve d'aujourd'hui des grandes créations passées, interrogation serrée sur ce qui fait leur force; mais aussi retour massif, régression dans l'espace de la nostalgie rétro. Sur cette ambiguïté non encore tranchée, le Retour Culturel semble installé pour un moment encore. Dès lors, Foudre fonctionne sur l'hypothèse que cette contradiction finira à terme par générer des courants.

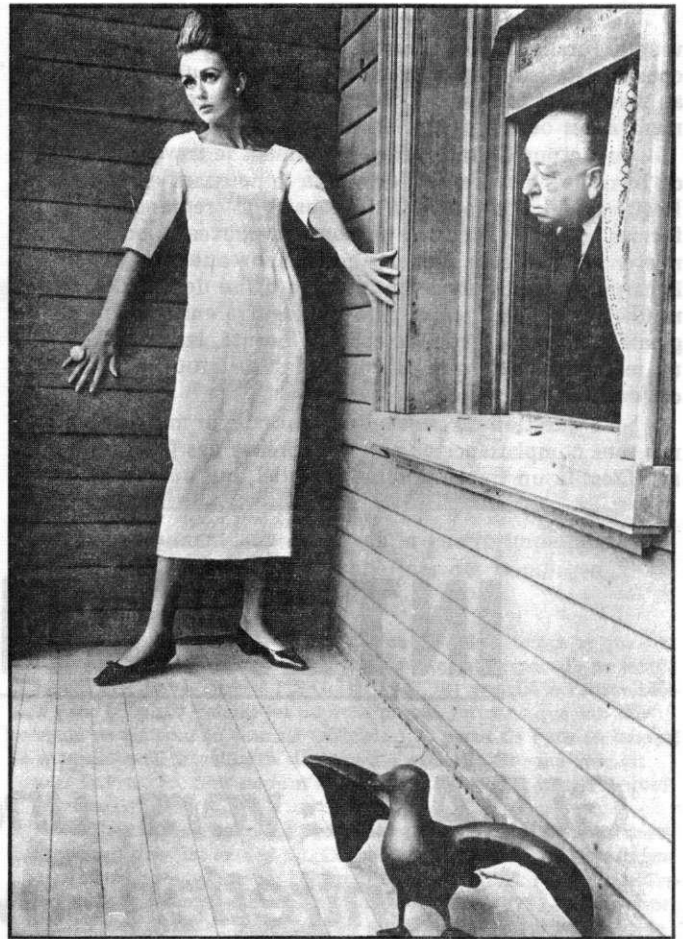
Dans le domaine musical, moteur et anticipateur du Retour Culturel, les rétrospectives indivisées de valeurs sûres n'ont rien donné pour l'instant qui soit vraiment intéressant pour nous. Sur Beethoven, Mozart ou Berlioz, aucun travail de division n'est mené: c'est une régression pour le premier par rapport aux années 55-60. Les belles mises en scènes de Strelher pour Mozart ou Verdi donnent lieu à un unanimité en grande partie justifié, mais qui ne nous sert guère. On attend toujours que soient désenfiouées les questions universelles présentes dans Mozart, comme le fit Vitez avec Molière et Racine; ou une mise à jour de Verdi relativement à la question nationale. De même, il n'est pas encore certain que le festival Stravinsky échappera au mouvement de reconnaissance générale qui frappe les ancêtres dont on fête l'anniversaire.

Au cinéma, le succès de Hitchcock ou des grands films antérieurs aux années 50 rappellent utilement pour tout le monde les nécessités d'exigence et de qualité, mais n'échappent pas au déploiement de la nostalgie à sens unique, ce dont témoigne tout l'appareil critique qui les accompagne.

En fait du travail critique autonome de Foudre dépend pour une large part la mise à jour d'une positivité du Retour Culturel vivante pour nous maintenant; et qui contre-carre le travail de désorganisation générale mené par l'unanimité vague. On en verra l'exemple avec Mizogushi ou le cinéma Hollywoodien (2 brochures en instances de parution).

Dans cette tâche, Foudre a deux autres points d'appui.

- Ce sont les oeuvres dont la force et l'actualité des questions les arrachent à la reconnaissance sans principe vouée aux musées: de par leur contenu comme leur sujet, «Lola Montes» ou «La comtesse aux pieds nus» entrent de plein pied dans le bilan du mouvement des femmes, du rapport hommes-femmes. Leur puissance formelle font des points



Hitchcock dans le Retour Culturel...

de repères solides de cette question dans l'art.

- Il y a enfin le retour actif pratiqué par des metteurs en scène comme Vitez et Chéreau. Malgré tout ce qui les sépare, on verra chez eux un premier mouvement de «retour» pris au pied de la lettre: retour effectif à Wagner (à la partition pour Boulez), au plus près du texte pour Molière et Racine, dont l'effet premier est de renvoyer au rang d'impureté les sédiments accumulés par la tradition. A partir de quoi s'échaffaude une lecture claire pour aujourd'hui, une mise à l'épreuve des questions universelles dans une société en crise chez Molière, une interrogation des développements du capitalisme liés à la spécificité de l'Allemagne et des difficultés de la révolution dans la Tétralogie de Wagner. Arracher l'oeuvre de Wagner à un siècle de fourvoisements réactionnaires, ou Molière au musée des croques-morts culturels en les ouvrant sur les questions de l'heure, doit requérir toute l'attention des maoïstes, fut-elle divisée. Chéreau combat justement le chauvinisme anti-allemand dans une modalité qui nous parle, et Vitez engage avec Molière et Racine un mouvement réflexif de fond sur le grand art classique qui ouvre la question de son bilan pour des créations futures. Oeuvre nécessaire qui, si elle ne répond pas directement à ce qu'il faut faire aujourd'hui, s'adresse néanmoins de plein droit au camp progressiste.

— L'ART MARXISTE —

Enfin, Foudre a été simultanément confronté à deux oeuvres, «L'Echarpe Rouge» et «L'Ecole de Mai» qui nous sont organiquement proches. Que leur appréhension par le groupe en soit facilitée est toute apparence. Elles nous ont conduit à parler d'Art Marxiste, question déjà explicitement ouverte par Brecht. Provisoirement, on en dira que:

- elles sont au delà du progressisme. Ce qui était plus ou moins à l'état de question ici, est déjà tranché là. Leur sujet part et intègre l'état de la révolution, de la politique d'avant-garde aujourd'hui.

- des courants, elles n'ont pas l'engluement politique aveugle. Paradoxalement, car la politique maoïste y est à l'œuvre, cela leur ouvre un champ novateur, une libération au niveau des formes qui donnent lieu beaucoup plus sûrement à des œuvres d'art véritables.

- du Retour Culturel, elles reprennent le travail de fond de bilan de l'histoire des formes en le poussant en avant. Relativement à la modalité du débat: tout reprendre des formes (en leur fourguant un contenu nouveau), ou tout rejeter dans un élan «gauchiste» de nouveauté intégrale, «L'Echarpe Rouge» tranche en un bilan divisé de Claudel, opère une refonte des genres dans une œuvre entièrement originale. Un concept comme celui de beauté, largement devenu métaphysique, voire purement déserté, trouvent dans ces œuvres une vigueur nouvelle.

La question du sujet y est centrale, le marxisme y est mis sans complaisance aucune à l'épreuve des formes de l'art. C'est là un travail unique, essentiel, qui ouvre une voie

d'avant-garde dans la création. En cela nous parlons d'école.

Ces deux œuvres fonctionnent comme un des principes de réalité du marxisme d'aujourd'hui. Elles sont le signe de l'avancée du maoïsme et travaillent pour lui. C'est une nouvelle proximité entre l'art et la politique qui est en question. Pour nous, l'art marxiste doit être partie intégrante du marxisme vivant, tout comme le sont la philosophie et l'économie marxiste.

C'est de nouveau l'affirmation de l'existence du prolétariat comme puissance formelle capable de refondre les rapports entre la forme et le contenu pour créer, ici aussi, un art de type nouveau; Toute prétention d'approche du marxisme vivant doit inclure une approche des rapports de l'art et de la politique, une analyse de conjoncture et une politique d'intervention: dans l'art, telle est la nécessité de Foudre dans le pôle maoïste !

Le Groupe FOUORE.

INTERNATIONALISME

GUYANE: vers une recolonisation ? (entretien avec l'U.E.G.)

On le sait, à l'heure de la crise, la bourgeoisie impérialiste française «restructure». Elle le fait partout en France, mais aussi dans les soi-disants «Départements et Territoires d'Outre-Mer» (DOM-TOM), ses dernières colonies, qu'elle tient à conserver en dépit des vents et des marées de l'histoire.

Cette restructuration, dessinée dans les années 75-80, intervenait dans un moment où le mouvement pour l'indépendance et les luttes populaires se développaient dans ces pays. Elle a posé aux peuples et aux révolutionnaires de nouveaux problèmes qui font que le mouvement indépendantiste est confronté à des tâches nouvelles. En Guyane, le «plan vert» et ses conséquences ont pris un tour d'une brutalité peu connue.

Aujourd'hui, 5 patriotes Guyanais sont jetés dans des geôles étrangères parisiennes par une juridiction d'exception, la Cour de Sureté de l'État, celle des règlements de comptes de l'État se sentant menacé (8 ans de prisons pour des Bretons accusés d'avoir fait sauter un bâtiment, vide, des Renseignements Généraux, 15 ans pour Y. Stella accusés d'être un «commissaire politique» du F.N.L.C.).

Cet entretien avec l'Union des Étudiants Guyanais (U.E.G.) nous permet de prendre la mesure de cette situation. Il ne reflète que les positions politiques de l'U.E.G. et n'induit ni sa «reconnaissance» par l'U.C.F.M.L. ni une identité de vue complète. (le texte issu d'une longue discussion a été mis au point dans sa version définitive par la rédaction du «Marxiste-Léniniste»).

Déjà une première campagne (affiche et tracts) a été menée par l'U.E.G. avec diverses organisations dont la notre, pour informer le peuple en France sur ces méfaits de l'impérialisme français. Cette campagne devra se poursuivre et se renforcer à l'approche du procès.

CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS DU PRINTEMPS 1980.

Question du «Marxiste-Léniniste»: Aujourd'hui, 5 patriotes Guyanais sont emprisonnés à Paris. Pouvez-vous nous expliquer à la suite de quels événements ?

Réponse de l'Union des Étudiants Guyanais:

- 19 AVRIL: une explosion suivie d'un incendie détruit le dépôt Shell de la base spatiale de Kourou.

- 21 AVRIL: la gendarmerie annonce la découverte d'une bombe non explosée dans une gendarmerie désaffectée.

- 25 AVRIL: alerte à la bombe à l'aéroport de Cayenne. Série d'arrestations dans le camp patriotique. Des ouvriers et des militants de la région de Saint-Laurent sont gardés à vue, leurs domiciles perquisitionnés puis ils sont relâchés faute de preuves.

- 6 JUILLET: (soir du 2ème tour des cantonales) jusqu'au 8

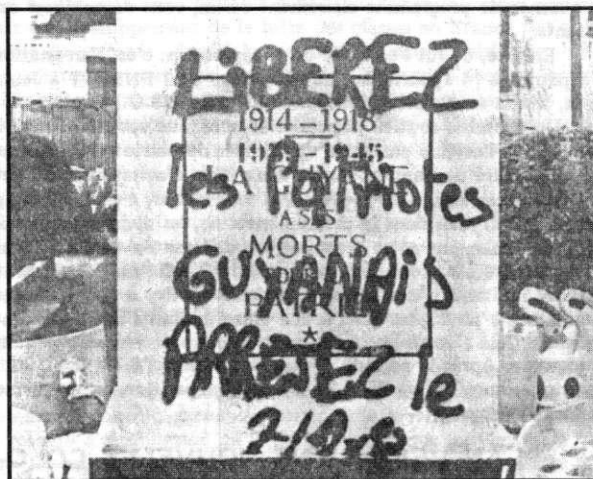
JUILLET, 25 personnes sont arrêtées sous la juridiction d'exception de la Cour de Sureté de l'État (gardes à vue prolongées...).

- 8 JUILLET: un «Comité de Défense et de soutien aux emprisonnés» est créé par le Mouvement des femmes Guyanaises avec l'Unité Guyanaise, le Parti Socialiste Guyanais, le Moquyde (Mouvement de décolonisation de la Guyane), le F.N.L.G. (Fo Nou Libéré la Guyane), l'Union des Travailleurs de Guyane et différentes personnalités. La répression a d'abord été faite avec «discretion» (arrestations au lieu de travail, dans la rue, expéditivement et avec violences) sans que la presse n'en parle. C'est sous la pression du Comité et du mécontentement populaire naissant que les médias ont dû en parler et la Préfecture faire des communiqués.

- 14 JUILLET: Relachement de certains des emprisonnés. Des jeunes ont manifesté leur mécontentement avec des banderoles et des slogans lors de la revue militaire sur la place centrale de Cayenne. Les gendarmes les ont dispersés avec brutalité.

Le soir on apprend que 4 militants (rejoint par un cinquième

Photo et légende du journal colonial local au sujet des manifestations du 14 Juillet 80.



Le monument aux morts de la guerre impérialiste de 14-18 n'est jamais oublié lors des bombages...

me dans des conditions juridiques douteuses le 2 Août) ont été déportés à Paris sans que leurs familles n'aient le droit de les voir. Ils sont aujourd'hui dispersés dans 3 prisons différentes, n'ont le statut de prisonnier politique que juridiquement, car dans les faits on les considère comme des détenus de droit commun (Ils ont entamé une grève de la faim pour protester contre leur détention, le 26 Octobre).

- 5 AOUT: France-Guyane (Journal local de Hersant) annonce qu'une bombe a été découverte dans une petite usine à bois de Cayenne et que deux autres Guyanais qui seraient «complices» dans les attentats sont recherchés par la police. La préfecture fait un communiqué en appelant à la délation (affirmant également que les centaines de kilos de dynamite volés peuvent exploser spontanément). L'U.D.F. et le R.P.R. locaux font une propagande active par tracts et presse pour soutenir la préfecture sur le thème «Halte au terrorisme» ainsi que pour utiliser le chauvinisme en attaquant les partis Antillais venus en délégation soutenir les emprisonnés.

Au cours du mois de Juillet: mobilisation populaire en soutien aux emprisonnés. Des meetings, des défilés de plusieurs centaines de personnes se déroulent, des réunions, des distributions de tracts informent la population...

- 29 JUILLET: après un meeting, certains membres du Comité proposent d'organiser une grève générale qui ne se déroulera pas en raison des divisions et des caractéristiques internes du Comité.

- 4 SEPTEMBRE: meeting de près de 200 personnes.

Nous pensons que le procès de la Cour de Sureté de l'État contre les patriotes emprisonnés peut avoir lieu après une très longue instruction et que les camarades risquent des peines très lourdes (comme ce fut le cas récemment pour des Corses et des Bretons).

RAPPEL HISTORIQUE: UN COLONIALISME CYNIQUE.

Le ML: Pour comprendre les développements récents, pouvez-vous nous donner quelques éléments historiques.

U.E.G.: La loi de départementalisation de 1946 n'a rien changé de la domination coloniale de la Guyane par le gouvernement français. A partir de cette date, l'économie Guyanaise est superficielle, la production est quasi inexistante, le fonctionariat pléthorique (60 à 70% de la population active).

Du point de vue politique, le mouvement autonomiste s'est créé dans les années 50 (l'autonomie a été revendiquée dès 58 par l'Union du Peuple Guyanais, puis plus tard par le P.S.G.). Dans le cadre assimilationniste que subissait la Guyane alors, ce mouvement était un pas en avant, le début de l'éveil des masses populaires même si cela ne débouchait sur rien de plausible. Ce sont ces 2 organisations populistes qui ont mené la lutte dans les années 60 contre l'implantation de la Légion étrangère en Guyane - qui fut retardée de plusieurs années -, contre la base spatiale de Kourou (accompagnée d'expropriations de millions d'hectares).

A l'approche du référendum de 1958 (pour la France: acceptation ou non de la nouvelle constitution Gaulliste; pour les colonies et les DOM: indépendance nationale ou rester dans l'«Union Française»). Le P.S.G. a essayé d'imposer au gouvernement son projet de «statut spécial» (sorte de décentralisation, pas encore l'autonomie). Cela lui fut d'abord refusé, puis promis à la condition que le P.S.G. fasse propagande pour le Oui au référendum (ce qu'il fit,

sauf dans une commune ou cela ne fut pas fait à temps et qui fut la seule à voter non en majorité). Mais le «statut spécial» ne vint jamais et Catayé, député P.S.G., en 1962 fut attaqué à l'Assemblée à Paris (Chaban-Delmas lui otant la parole, refusant que son discours ne paraisse au Journal Officiel...). Il partit de Paris en laissant entendre qu'il travaillerait désormais à «faire la Guyane avec ou sans la France». Son avion n'arriva pas et on trouva jamais la «bofte noire».

Les luttes contre ces événements et contre la légion se développèrent dans les années 60. Ces mouvements de révoltes restaient cependant assez spontanés. A partir de 68, l'U.T.G. (Union des Travailleurs Guyanais, anciennement section de la CGT) arrivera à organiser des grèves et radicaliser les mouvements (manifestations de rues...).

Le ML: A quel moment le mouvement indépendantiste est apparu, et comment qualifiez-vous objectivement la nécessité de l'Indépendance Nationale pour la Guyane ?

U.E.G.: A la fin des années 60, le P.S.G. commence à se démasquer: il est toujours à la traîne et reste assimilationniste sur le fond.

En 1971 l'Union des Étudiants Guyanais prend pour ligne politique l'indépendance nationale, ce qui sera répercuté en Guyane et provoquera de nombreuses transformations. Il faut poser le problème de l'existence ou non d'une nation Guyanaise. D'après nous et selon la définition de la nation par Staline, la Guyane est une nation car c'est un groupe d'hommes historiquement constitué (différentes composantes nationales: créoles - descendants des esclaves affranchis mélangés à d'autres groupes; indiens et bonis - descendants des esclaves ayant fuit dans les bois et vivant selon une sorte de «communauté primitive»), qui a une activité économique commune dans un cadre géographique commun (la Guyane) avec un développement psychique et culturel particulier (coutumes, arts, langue - le créole est parlé par tout le monde et chaque composante nationale a par ailleurs sa langue propre).

Le colonialisme français opprime la nation Guyanaise qui a le droit à sa souveraineté et son indépendance nationale pour se diriger elle-même sans accepter la direction de quelque pays que ce soit.

Le mot d'ordre d'indépendance nationale a été répandu à partir de ce moment-là: l'U.T.G. l'a adopté, influencée par les militants de l'U.E.G. qui de retour au pays s'étaient syndiqués à l'UTG. Ceci s'est fait cependant sans débat démocratique parmi les militants ce qui fait qu'aujourd'hui encore, certains membres de l'U.T.G. sont en fait autonomistes.

Ce mot d'ordre va se répandre en profondeur grâce aux trois composantes de la conjoncture d'alors:

- 1) les années 70 virent l'incroyable montée des luttes des peuples dans le monde avec le Vietnam en tête de file. En Guyane aussi, les luttes populaires s'intensifièrent, en particulier sur le plan syndical.
- 2) le constat d'échec unanime du statut de départementalisation.
- 3) l'incapacité politique des autonomistes.

En 1974, c'est la création du Mogyde (Mouvement de décolonisation de la Guyane), première organisation politique à développer massivement le mot d'ordre d'Indépendance Nationale. Elle fait un meeting de création à Cayenne avec un débat puis une campagne de bombage: «Indépendance Nationale - Mogyde». La question est discutée partout, beaucoup de jeunes vont rallier cette organisa-

tion. Mais dès ce moment, les pratiques «gauchistes» de Moguyde, son absence de programme clairement défini, vont démobiliser ces militants.

Ensuite, ce fut l'escalade de la répression: c'est l'arrestation de 8 patriotes (4 appartenant au Moguyde, 1 au FNLG, 1 à Jeune Garde, 2 à la sous-section indépendantiste du P.S.G.) déportés à Paris. Un véritable soutien populaire se constitue spontanément. Puis le M.F.G. (à l'origine constitué de femmes de patriotes emprisonnés) crée un Comité de Soutien. Après deux mois d'agitation, les patriotes sont libérés «faute de preuves». A leur retour, c'est un triomphe qui les attend. Mais dans le premier meeting, les divisions apparaissent (non seulement entre organisations différentes, ce qui pouvait se comprendre étant donné la présence du P.S.G., mais également entre des militants d'une même organisation). Il y a même eu des affrontements physiques dans la rue entre militants ayant été emprisonnés. Cela a semé la confusion, beaucoup de jeunes ont quitté le Moguyde. Après la période d'essor des années 70-74, il y a eu une période de reflux de 75 à 77 jusqu'à l'apparition du problème des Méo-Hmongs.

LE «PLAN VERT»: UNE NOUVELLE COLONISATION RÉPONDANT AUX BESOINS DE L'ÉPOQUE POUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ?

Le ML: 1975 semble être également la date d'une rupture du point de vue des plans de la bourgeoisie impérialiste française vis-à-vis de la Guyane.

U.E.G.: L'annonce du «plan vert» ou plan Stirn et sa mise en oeuvre est en rupture avec toute la période précédente. C'est à un véritable redéploiement que l'impérialisme français se livre en Guyane.

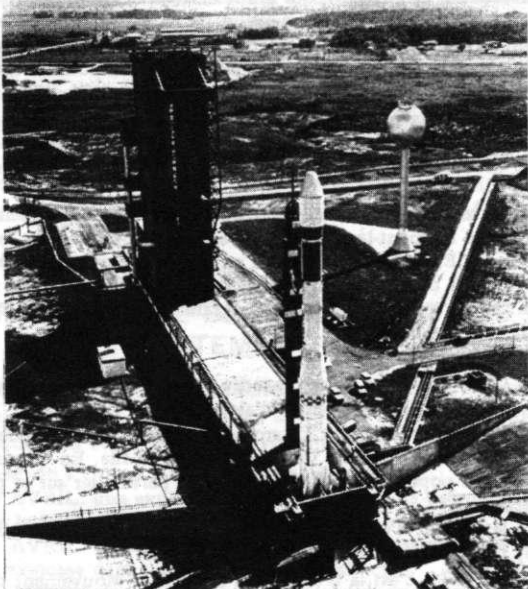
* AU NIVEAU ÉCONOMIQUE: ce plan, dont la mise en oeuvre rencontre d'énormes difficultés, tranche d'avec les plans précédents. Les succès limités qu'il connaît dans l'agriculture suffisent pour faire ressortir toutes les menaces qu'il fait planer sur la lutte de libération nationale du peuple Guyanais.

D'abord, il envisage le développement parallèle de plusieurs secteurs (agriculture, mines, industries de transformations, papetières...) et plusieurs produits (soja, manioc, élevage, bois...) ce qui n'était jamais le cas auparavant.

En second lieu ce plan s'adresse au grand capital dans l'exploitation des richesses naturelles et non plus à des petites entreprises héritées de l'ère coloniale, à caractère familial.

De même, les exploitations agricoles qui sont subventionnées doivent répondre aux critères de la grande agriculture capitaliste (au minimum 2 à 300 ha, mécanisation poussée et sophistiquée...). Cette agriculture capitaliste menace la petite agriculture traditionnelle Guyanaise pratiquée de manière itinérante (quand les terres étaient épuisées on partait plus loin) sur des petites superficies, 5ha environ, les lois foncières n'étant pas appliquées alors qu'aujourd'hui la réglementation est réapparue (expropriation...).

Il faut parler aussi du centre spatial de Kourou. Après son départ de Hammaguir (son premier centre spatial situé dans le Sahara Algérien) l'impérialisme français a cherché à trouver un autre en-



droit. Il a choisi Kourou en Guyane et a exproprié les agriculteurs qui vivaient sur le site pour les reloger dans des bidonvilles à proximité ou à Cayenne. Kourou, c'est le renforcement de la présence française en Guyane à travers l'augmentation des forces de représen-

tion pour le protéger (légion en particulier). C'est également le renforcement de l'invasion française: le centre amène des colons en Guyane (les emplois créés ne concernent que peu les Guyanais).

Les différents volets du spatial entrent dans le cadre de la concurrence inter-impérialiste (la CEE intervient aussi à travers la France) vis-à-vis des U.S.A. (marchés des satellites, prolongements militaires...).

* AU NIVEAU ADMINISTRATIF: différents organes sont créés (conseil général, conseil économique et social en 75, mission interministérielle en 78).

* AU NIVEAU POLITIQUE: restructuration du R.P.R. et implantation de l'U.D.F. grâce à des moyens financiers importants. Ces 2 organisations sont assimilationnistes jusqu'au bout. Alors que jusqu'à ces dernières années ces organisations ne se réveillaient que pour les élections, aujourd'hui elles mènent un combat acharné et permanent contre les indépendantistes.

* AU NIVEAU DÉMOGRAPHIQUE: Depuis 1976, différents plans d'invasion ont été lancés: d'abord, projet d'installation de 40 000 Vietnamiens (abandonné depuis), puis appel aux français pour venir s'installer dans le nouvel «eldorado». Puis cela a été l'installation des Méo-Hmongs. Parallèlement, on incite les jeunes Guyanais à l'émigration en France (par le Burnidom et par les concours dans l'administration). Près de 1000 jeunes ont quitté la Guyane en 76 par exemple. Ceci se fait en même temps que la poursuite et le raffinement de la politique d'assimilation: négation de l'identité nationale Guyanaise avec effacement de toute l'histoire de ce peuple. Pour y réussir le colonialisme ne lésine pas sur les moyens: les lois d'assistance se multiplient, «indemnisation du chômage dans les D.O.M.s», «nouveau régime de prestations familiales»... ayant pour but de créer un niveau de vie artificiel avec l'espoir de lier les Guyanais définitivement à la France. Le gouvernement français n'hésite pas à prendre en exemple les niveaux de vie des autres pays d'Amérique Latine et de là, à se vanter de donner au Guyanais le meilleur niveau de vie dans la région, de leur permettre de vivre en «démocratie» alors que plus de 40% de la population active est au chômage et consomme sans produire.

Le M.L.: Ces plans très «ambitieux» ne se sont réalisés complètement. Pouvez-vous nous donner des éléments sur les changements réels occasionnés par cette nouvelle politique. Le génocide est-il en tendance ou en réalité ?

U.E.G.: Ce n'est pas en tendance, l'invasion se fait tout le temps: chaque semaine, il y a des familles françaises qui arrivent. La semaine qui suit, ils ont une maison et un travail (ils sont filtrés au départ de France par les ministères et reçoivent des aides massives, à condition qu'on soit sûr d'eux, qu'ils aient des qualifications au moins de technicien et qu'ils aient le «goût» de l'aventure et de l'entreprise...coloniale). La présence des français est visible dans tous les secteurs: administration, commerce, industrie, agriculture. Il y a même aujourd'hui des arrivages d'ouvriers français ce qui entraîne des tensions sur l'emploi.

Le M.L.: Des exemples ? En effet, dans les endroits en France où il y a «restructuration», il est souvent proposé à des ouvriers ou des techniciens d'aller à l'étranger (Afrique, DOM-TOM...). Cette politique est dangereuse, nous devons faire propagande auprès des gens du peuple pour indiquer que ceux qui pourraient être séduits par la bourgeoisie impérialiste française pourraient bien quitter leur statut de chômeur pour celui de colon raciste.

U.E.G.: Par exemple, un fait nouveau c'est le contrôle des transports routiers par une compagnie française (G.T.M.) qui emploie des chauffeurs français ce qui n'existait pas auparavant. Avant le «plan vert», les français que l'on trouvait en Guyane étaient des cadres de l'administration, des officiers et quelques rares avanturiers. Cela représentait un nombre déjà important, mais relativement stable. Depuis 1975, la situation s'aggrave puisqu'on admet officiellement qu'en 1978 il y avait 8000 colons français en Guyane. Nous pensons que ce chiffre est largement sous-estimé et que 12000 serait plus proche de la vérité. La population de la Guyane étant de 65 000 habitants, on voit quels effets une telle invasion provoque sur un pays à faible densité démographique.

Le M.L.: Au sujet de l'immigration d'ouvriers originaires d'autres pays d'Amérique Latine ?

U.E.G.: Le gouvernement français favorise la venue des travailleurs immigrés de pays où la situation économique amène chômage et misère (Haïti, Brésil, Colombie...). Il surexploite ces ouvriers sans droits (n'étant pas «français») et les utilise pour détourner le peuple Guyanais de l'invasion des colons français. Ces tensions désorientent de la lutte à mener sur le fond.

Le M.L.: Au sujet des Méo-Hmongs. L'impérialisme français a puisé dans les réfugiés du Sud-Est Asiatique des membres de la minorité nationale Méo-Hmong (existant au Laos, Vietnam ainsi qu'en Chine) pour mener à bien 2 implantations

(près de 2000 personnes) agricoles visant à développer la culture du riz. Cela fut présenté comme une opération humanitaire. Une propagande contre les indépendantistes (présentés comme «racistes») fut menée à cette occasion par les forces réactionnaires en Guyane. Pouvez-vous nous donner votre position à ce sujet ?

U.E.G.: Le problème des Méo-Hmongs se pose dans le cadre du plan de «peuplement» en Guyane. C'est une force allant dans le sens du pouvoir colonial. La plupart ont combattu la révolution dans leur pays. Aujourd'hui ils sont tout acquis au service de l'impérialisme français, ils se mettraient de son côté en cas de révolution Guyanaise et ce sont également des gens qui servent au pillage du colonialisme français comme main d'oeuvre, notamment pour éviter d'utiliser des travailleurs Guyanais.

Le clergé fut très actif pour faire accepter les Méo-Hmongs comme «acte humanitaire» en organisant des quêtes et proposant qu'on leur offre des terres. De leur côté, les maires de droite ont donné leur accord pour qu'ils s'installent sur leurs communes sans consultation de la population. Le gouvernement leur a alloué une allocation de 40F par personne et par jour jusqu'à leur acclimatation, des groupes électrogènes leurs furent donnés alors que les communes avoisinantes n'en avaient jamais obtenu auparavant. Il est même question de leur donner la nationalité française (après 1 ou 2 an) pour influencer les votes, alors que des gens originaires de la Caraïbe, fortement intégrés, ayant des enfants... l'attendent depuis 25 ans ! La production faite par les Méo-Hmongs entre en concurrence avec la petite agriculture Guyanaise (et contribue également à son déclin) car leur mode de culture est intensif (ils ont des prêts de machines pour travailler).

Le M.L.: Le colonialisme voudrait donc non pas simplement développer économiquement le pays, mais avant, le remodeler, le «restructurer», ne pas utiliser les forces productives locales et faire un nouveau colonialisme de peuplement ?

U.E.G.: L'État capitalisme français agit aujourd'hui en véritable État impérialiste, alors que jusqu'alors il n'avait eu qu'un rôle principalement colonial en Guyane. Il vise l'ensemble de la société Guyanaise qu'il veut remodeler, il cherche à rassurer le grand capital (déclaration de Dijoud sur la souveraineté française sur les DOM-TOMs, développement de l'infrastructure, restructuration du régime fiscal et financier), il tente d'étouffer la lutte du peuple Guyanais par un génocide pur et simple et par la répression (il y a également de ce point de vue augmentation des effectifs et du matériel sophistiqué en Guyane).

C'est un véritable génocide qui se prépare. Le colonialisme français cherche à anéantir toute résistance face à ses visées. Sa stratégie est définie par ses visées dans les Caraïbes et en Amérique Latine.

Selon nous, il se prépare à passer à l'offensive. La Martinique, la Guadeloupe et la Guyane doivent servir de vitrines pour le technologie française afin de se présenter comme puissance impérialiste crédible dans la région. Il peut aussi prétendre à intervenir dans les ex-colonies Hollandaises et Britanniques en concurrence avec Cuba.

Le M.L.: Cela voudrait dire que seuls les Cubains, les Américains et les Français peuvent prétendre à une présence impérialiste dans les Caraïbes ?

U.E.G.: Plus l'U.R.S.S. par l'intermédiaire de Cuba. Mais l'impérialisme Français reste très actif: ainsi au Surinam, après une période plutôt pro-Cuba, un coup d'État pro-occidental a eut lieu et on a appris (selon «Le Monde») que les mercenaires l'ayant mené à bien seraient passés par la Guyane.

Le M.L.: Selon nous, l'impérialisme français, dans la conjoncture de repli des impérialismes classiques européens, veut affirmer son existence en vue de l'explication impérialiste à venir. Seules les 2 superpuissances peuvent avoir une politique mondiale véritable visant à l'hégémonie, mais l'impérialisme français essaye de conserver ses colonies et néo-colonies pour monnayer son existence (en ayant des bases militaires dans chaque coin du monde, des territoires contrôlés, mêmes minuscules, des bases économiques...) C'est une politique impérialiste dangereuse: -1) car cela lui permet d'intervenir dans les affaires intérieures des pays (Afrique, Dom-Toms) -2) cela ne s'oppose pas à la montée des risques de guerre et cela ne garantit nullement l'indépendance nationale de la France au contraire, ce déploiement est un facteur de guerre et ne s'appuyant aucunement sur les peuples, n'est d'aucune efficacité sur le plan de la défense.

U.E.G.: D'après nous, l'impérialisme français a des intérêts militaires, mais aussi économiques, très importants en Amérique Latine,

tout du moins à terme dans sa logique de redéploiement. La situation de l'impérialisme français dans le monde aujourd'hui par rapport au développement de la lutte des classes en France, fait qu'il a besoin de marchés - face à la concurrence inter-impérialiste - pour pouvoir restructurer et mener à bien sa répression (contre les travailleurs immigrés en particulier). En France, le marasme est manifeste sur tous les plans politique, économique... Mais les mouvements de résistance n'arrivent pas à terme car ils sont dénoncés par les partis se réclamant de la classe ouvrière, tels le P.C. révisionniste, le PS, les syndicats qui dévoient la lutte des classes.

Depuis 7 à 8 ans, l'impérialisme international est en crise et l'impérialisme français lui-même est soumis à de nouvelles contraintes dans ce cadre. C'est en ce sens qu'il est tenu aujourd'hui d'exploiter à fond ses anciennes possessions, qui étaient, notamment au niveau des DOM-TOMs, de simples terres de réserves (la Guyane était typique de ce point de vue là). Actuellement, il lui faut rentabiliser ses ex-colonies.

L'intervention française en Guyane est soumise à un certain nombre de contradictions: Au sortir de la seconde guerre mondiale, la volonté d'assimilation de la petite bourgeoisie en Guyane a impliqué des concessions politiques et socio-économiques. Celles-ci rendent impossible la rentabilisation immédiate des colonies. D'où actuellement les plans qui visent à bouleverser cette situation préalable et garantir les investissements.

De plus, le plan coïncide avec le début de la crise et de la restructuration en France et un de ses aspects consiste à dégonfler un peu les tensions sociales (exemple: les propositions à des salariés de Lorraine mis en chômage d'aller travailler en Afrique et dans les DOM-TOMs...)

LA RIPOSTE DU PEUPLE GUYANAIS AU «PLAN VERT».

Le M.L.: Revenons aux réactions par rapport au plan vert et au problème de l'invasion.

U.E.G.: Pour organiser la riposte, un Mayouri (Comité) contre l'invasion a été créé. Ce sera surtout l'U.E.G. qui mènera le travail. Il y aura en 1977 une manifestation nombreuse, malgré la démobilisation d'alors, plus de 2000 personnes dans la rue. Il y avait donc



Manifestation contre l'invasion (Aout 1977).

résistance par rapport à l'invasion (ce qui dément le défaitisme cultivé par les assimilationnistes de gauche (PSG...) pour justifier leur apathie face au colonialisme français). Mais, comme il n'y avait pas d'organisation dirigeante de la lutte pour l'indépendance nationale répondant aux aspirations populaires, la mobilisation est retombée.

En 1978, création de «l'Unité Guyanaise» qui arrive sur la scène avec le déclin du P.S.G. (beaucoup de ses militants sont des ex-PSG) et la montée de l'idée d'indépendance nationale. Dans le langage, elle essaye de se démarquer du P.S.G. en utilisant des concepts comme «construction de la nation Guyanaise» (comme si elle n'existait pas), de «souveraineté», de «libération totale», mais pas d'indépendance nationale. C'est un parti électoraliste qui veut récupérer les postes par rapport au déclin du P.S.G. Quand l'U.G. parle d'unité, c'est l'unité entre assimilationnistes et camp indépendantiste. Or les assimilationnistes ont été démasqués et de ce fait ce type d'unité est un pas en arrière par rapport au processus de conscientisation du peuple Guyanais. D'ailleurs, en coulisses, les dirigeants de l'U.G. avouent DEMANDER plus (l'indépendance nationale) pour avoir moins (l'autonomie).

Le M.L.: Quel sera votre attitude dans la campagne contre l'emprisonnement des patriotes Guyanais ?

U.E.G.: Nous ne voulons pas semer la confusion en intervenant sur les organisations indépendantistes car notre pratique est principalement en France, mais quand nous le pourrons, que les choses se seront décantées, nous tirerons le bilan de tout cela et ferons connaître aux anti-colonialistes notre position.

L'arrestation des indépendantistes Guyanais et le procès qui sera intenté contre eux n'est qu'une supercherie, car la justice coloniale n'a pas droit de cité en Guyane.

Et même si ces anti-colonialistes avaient résisté par la violence, et même si leurs conceptions ne sont pas les nôtres quant aux méthodes et aux moyens de lutte, il est de notre devoir anti-colonialiste de porter notre soutien anti-colonialiste aux emprisonnés, et de faire de ce procès celui du système colonialiste français car c'est lui le premier responsable de toute la situation présente de notre pays.

Nous travaillons dès aujourd'hui à créer un soutien actif en France (par tracts, textes, affiches, appel aux organisations anti-impérialistes...).

AGRESSION IRAKIENNE EN IRAN

Les caractéristiques principales de la guerre en cours entre l'Irak et l'Iran nous paraissent être les suivantes:

- I -

C'est une guerre d'agression - et donc de défense nationale légitime - absolument caractérisée. Saddam Hussein et ses troupes ont froidement envahi l'Iran, dans le but explicite de faire tomber le régime de Téhéran.

Pour les maoïstes, c'est un principe constant de constituer l'agression et l'invasion comme des activités politiques réactionnaires et anti-populaires. Nous condamnons absolument l'agression de l'Irak. Nous estimons entièrement justifiée la détermination du peuple iranien de rejeter hors du territoire national les troupes Irakiennes et ceci sans condition ni « négociation » aucune.

L'attitude de l'ONU, et de la quasi totalité des États, qui n'ont pas clairement nommé l'agresseur ni pris une position de principe, est condamnable. Il faut faire une place spéciale à la position de l'administration Carter, qui fait de la libération des otages une garantie de sa reconduction aux affaires, et pour cela est prête à toutes les concessions verbales avec l'Iran (d'autant plus que les risques d'extension des troubles dans la région profitent plutôt au social-impérialisme soviétique).

La France est complice de l'agression Irakienne: pour renflouer l'aviation mise à mal de l'Irak, Dassault est sommé de produire de manière accélérée les Mirages commandés par ce pays, afin de pouvoir les livrer dès début Décembre. C'est là un engagement direct (qui implique la formation de pilotes...) auprès de l'agresseur, pour lui permettre de continuer à bombarder les résistants et la populations iraniennes.

- II -

C'est une guerre contre-révolutionnaire. L'intérêt commun des superpuissances, des impérialismes secondaires (dont la France) et des États arabes réactionnaires est de briser la révolution nationale en Iran.

Le fait que cette activité prenne finalement la forme d'une invasion armée (menée par un État dont les amitiés actuelles sont franco-américaines, et les armes partiellement soviétiques...) est lié à l'incapacité de toutes les forces restauratrices internes à faire tomber le gouvernement Khomeiny-Bani Sadr.

La capacité nationale d'un peuple en révolution est toujours sous-estimée par les réactionnaires. Dans les villes du Sud encerclées par les irakiens, c'est, semble-t-il, le peuple armé qui résiste surtout. Les « groupes de l'insurrection » (Moudjahidin et Fédain) participent activement à la défense du territoire national.

Tout ceci révèle une fois de plus le caractère déterminant de la question nationale, de l'indépendance, dans la révolution iranienne. C'est cette volonté d'indépendance qui s'agit d'humilier et de briser.

Quelles que soient ses caractéristiques politiques - du reste encore incertaines -, il est de fait que le régime de Téhéran s'opposait aux deux superpuissances et refusait de « jouer le jeu » de la vassalisation impérialiste. C'est cela que l'on veut frapper et discréditer par les moyens les plus brutaux.



La population Iranienne s'arme.

- III -

C'est une guerre locale qui peut préparer pire. Si la guerre dure - et on ne peut heureusement compter sur le peuple iranien pour capituler ! - la région toute entière y sera lentement mais sûrement impliquée. Dans leurs jeux tortueux, les super-puissances peuvent être tentées par des aventures, elles peuvent passer de la collusion (« neutralité ») à la rivalité - ainsi l'U.R.S.S. peut offrir ses services à l'Iran menacé. Saddam Hussein est à cet égard un apprenti sorcier, qui joue avec la vie des peuples. La victoire rapide du peuple iranien sera en revanche la victoire de la paix et de la force des peuples.

- IV -

Dans ces conditions, nos tâches sont claires:

- soutenir la résistance nationale iranienne, qui a déjà fait la preuve qu'un peuple révolutionnaire sait défendre son indépendance. A cet égard, la vision étatique bornée de tous les réactionnaires en a été pour ses frais: pas de « promenade militaire » possible contre un peuple en pleine effervescence historique, et quel que soit le « désordre » apparent. Le régime de Khomeiny-Bani Sadr est du reste là dans une épreuve historique décisive, mais la révolution iranienne continuera sa marche dans cette guerre et après.

- exiger le retrait total, jusqu'au dernier, des soldats irakiens du territoire national iranien (territoire de surcroît internationalement reconnu, et ne faisant aucun doute pour personne).

- dénoncer la complicité des bourgeois français avec l'agression irakienne (en particulier la livraison des mirages) et les fantoches iraniens à sa solde, genre Bakhtiar ou Oveissi.

- étudier avec précision cette nouvelle étape de la révolution nationale en Iran, qui doit amener des changements significatifs (renforcement de la ligne de bourgeoisie nationale de Bani Sadr ? Reconstitution d'un appareil militaire ? Manoeuvres du Toudeh en liaison avec les russes ? ...). A cet égard, la non-intervention de l'armée régulière (sauf l'aviation) dans la défense au Sud du pays est un indicateur sur la poursuite de la lutte politique interne; sur le niveau de reconstruction de l'appareil d'État; sur le degré (maintenu) de dépendance logistique envers les U.S.A., etc...

ETUDES

PLAN D'ATTAQUE ANTI-POPULAIRE SUR LA QUESTION DU LOGEMENT

Les sujets de révolte s'accumulent, pour toutes les couches du peuple, à propos du logement:

- escalade vertigineuse des loyers et des charges, dans tous les secteurs.
- dégradation accélérée des cités H.L.M.
- ségrégation sociale et raciste de plus en plus étendue.
- contrôle de l'Etat de plus en plus pénétrant - allocations, tutelles, présence et descentes policières dans les cités...

Cette actualité, brûlante, de la question du logement, relève totalement de l'antagonisme entre peuple et impérialisme, au moment où la crise aggrave:

1- L'incapacité du capitalisme à assurer aux différentes couches du peuple le maintien des conditions d'habitation et de vie urbaine qu'elles connaissaient (ou espéraient) avant la crise.

2- La concurrence entre les deux bourgeoisies (gouvernement et PS/PCF) pour le contrôle de la ville impérialiste, pour des formes nouvelles de division et d'embrigadement du peuple, plus efficaces pour leurs politiques rivales, et à la hauteur face aux nouvelles tensions sociales produites par la crise.

Depuis 1974, en s'attaquant à la fois à l'exploitation par le loyer, et à l'embrigadement dans les foyers-prisons, en menant la lutte de classe contre le P.C.F. et la C.G.T. pour affirmer justement l'unité de ces deux cibles, les résidents des foyers avec le Comité de Coordination et sa plate-forme, avaient constitué leur grève de loyer comme mouvement d'avant-garde pour tout le peuple sur la question du logement.

Dans cet article, nous essayons d'éclaircir le nouveau produit :

- . par les transformations récentes de la politique du logement de l'Etat,
- . et par l'aggravation de la crise,

sur la question du logement prise dans ces deux dimensions indissolubles.

BILAN DE 30 ANS DE HLM AIDÉS PAR L'ETAT.

Dans le contexte d'après-guerre, en 1945-47, confronté à la fois à une très grave pénurie de logement (très peu de construction de 1918 à 1939, un immeuble sur cinq endommagé par la guerre, natalité très forte) et à la nécessité de rétablir la confiance dans l'Etat bourgeois en même temps que de relancer l'économie capitaliste, l'ensemble de la bourgeoisie s'est entendue pour mener pour la 1ère fois en France une politique de logement basée sur une forte intervention de l'Etat. C'est la politique des H.L.M. mise sur pieds en particulier avec l'aide des ministres du P.C.F. (Tillon, puis Billoux, ministres de la reconstruction en 1945-46):

- financement à faible taux d'intérêt en mobilisant l'épargne des ménages (Caisse d'épargne) peu rémunérée, et des subventions de l'Etat (qui prennent en charge une partie des intérêts). 1946, loi Billoux - prêts à 2% sur 65 ans, de 1954 à 1966 prêts à 1% sur 45 ans. C'est ce que l'on a appelé l'aide à la pierre.

- constitution d'organismes publics engageant municipalités, départements et Etat dans la promotion et la gestion des logements (offices de HLM).

- contrôle de l'Etat sur le coût et la conception des logements produits.

- encouragement à la construction industrialisée par grandes masses.

- avec la loi de Septembre 1948, qui visait à l'origine à rationaliser les loyers des logements anciens pour inciter les propriétaires à les entretenir et à planifier leur augmentation pour qu'ils rejoignent « en dou ceur » les loyers des logements récents (HLM).

Appuyée à partir de 1958 (De Gaulle) par des moyens d'intervention publique, nouveaux, par la maîtrise des terrains et la planification de l'extension des villes, mais transformée peu à peu dans le sens du capitalisme libéral (renchérissement des prêts - 2,6% sur 40 ans en 66, 3,35% en 71 - création de Sociétés Anonymes - pri vées - d'HLM contrôlées par les groupes bancaires pouvant utiliser les mêmes crédits que les offices publics et tendant à les rempla-

cer; cette politique Etatique a été poursuivie pendant une trentaine d'années, produisant près de 3 millions de logements répondant successivement aux séquelles de la guerre, à la croissance démographique, à l'exode rural et en dernier lieu, tant bien que mal, au relogement des bidonvilles.

Même si les nuages ne cessent de s'accumuler sur cette politique, les 2 bourgeoisies s'entendent jusqu'au début des années 70, pour en tirer principalement des motifs de satisfaction:

- le P.C.F. a pu puiser dans le développement des grandes cités HLM construites avec la collaboration de ses municipalités de banlieue, la force économique et politique essentielle à la naissance de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique (multiplication des fonctions de gestionnaires... des sociétés d'études, d'aménagement, de logements, sous son contrôle et à son profit et à celui de ses bastions électoraux).

- l'ancienne bourgeoisie a pu évacuer une grande partie du peuple du centre des villes, « reconquérir » et s'accaparer les quartiers les mieux équipés, développer peu à peu l'hégémonie du capital financier sur la propriété des grands terrains à bâtir, sur les activités immobilières et l'industrie de la construction fortement concentrée, devenue un secteur industriel impérialiste capable de grande production et d'exportation dans le monde entier (ce dont se félicite aussi bien d'ailleurs le P.C.F.).

Cependant, à la veille de la crise économique, les contradictions internes à ce système ne cessent de s'aggraver. Elles portent à terme la remise en cause du consensus politique entre les deux bourgeoisies sur lequel il reposait:

. hausses continues des taux d'intérêt et des prix pour les constructions nouvelles et par conséquent un décalage qui s'accroît entre anciennes cités, mieux situées et moins chères, et nouvelles cités, de plus en plus excentrées et chères.

. incapacité croissante des organismes HLM à gérer, entretenir, ce parc de logements, souvent mal construits, qui vieillissent trop vite, réclamant des travaux imprévus et de plus en plus chers, alors qu'un nombre croissant de locataires cesse de payer loyers et charges.



Le logement selon la bourgeoisie: parquer le peuple et en profiter.

... inefficacité de plus en plus flagrante des dispositifs d'«animation sociale» confiés aux municipalités pour maintenir un minimum d'ordre social bourgeois dans les énormes cités-dortoirs, isolées dans un environnement sordide...

Ce sont les fractions de l'ancienne bourgeoisie les plus favorables au libéralisme économique qui prennent l'offensive contre le «système HLM», dès les premières prémises de la crise d'ensemble de l'économie impérialiste. Par le rapport Barre (1975) elles exigent le démantèlement complet des institutions HLM et la remise de la production des logements aux seuls circuits capitalistes privés. Ce changement total de politique devrait viser:

-1) à déplacer l'aide de l'État et l'épargne publique depuis le secteur du logement vers la restructuration de l'industrie, le redéploiement,

-2) à relever de manière générale le coût du logement pour tous les ménages et accroître ainsi l'exploitation des salariés en permettant aux banques qui domineraient désormais les circuits immobiliers autant que l'industrie d'y développer leurs profits (ce qui en même temps entraînerait une réduction de la consommation des ménages dans des domaines plus ouverts aux produits d'importation).

-3) à réduire en même temps, l'emprise de la nouvelle bourgeoisie P.C.F. sur les habitants des cités en limitant son rôle d'encadrement social au profit d'un contrôle administratif et policier de l'État accru.

L'offensive est soutenue par un grossier discours écologique et démagogique sur le ton du bilan et du règlement de compte contre la nouvelle bourgeoisie: «vive la qualité, finies les cités-bétons, la quantité», «les HLM, il y en aurait assez pour loger ceux qui en ont vraiment besoin, si les municipalités n'y planquaient pas leurs protégés».

Le grand principe préconisé serait le remplacement de «l'aide à la pierre» (subvention de l'État à la construction) par une «aide à la personne» (allocations individualisées) destinée à aider les ménages à payer les loyers très élevés résultant du financement des constructions par des emprunts aux taux d'intérêts courants des banques.

Depuis cette offensive de 1975, jusqu'à la loi votée en Janvier 1977, on a pu assister à toute une gymnastique diplomatique entre le gouvernement et les organismes bureaucratiques qui gèrent les HLM pour définir la réforme la plus avancée dans le sens du rapport Barre qui assure toutefois le gouvernement d'une neutralité voire d'une collaboration des «notables HLM». Ceux-ci, regroupés dans l'Union Nationale des HLM, dominée par le P.S., vient d'ailleurs au secours dans un Livre Blanc où ils s'avouent eux-mêmes incapables de continuer à gérer la machine telle quelle.

Le débat n'est pas sorti des officines parlementaires spécialisées: le PS s'est largement engagé dans les négociations. Le P.C.F. s'est trouvé pris au piège de sa politique sans perspective ni popularité, de «défense des institutions de 1945» et s'est contenté de réclamer des crédits pas chers et des strapontins pour les syndicats de locataires dans les offices d'HLM, complètement silencieux sur les projets gouvernementaux dans cette période... où le programme commun de la gauche... devait encore faire l'avenir.

LA RÉFORME GOUVERNEMENTALE DU FINANCEMENT DU LOGEMENT DE 1977.

C'est donc à un compromis sur le dos du peuple que correspond la loi votée en Juillet 1977 et mise progressivement en place depuis.

- Le nouveau système associe une réduction de «l'aide à la pierre» (les nouveaux prêts pour la construction sont moins subventionnés par l'État, donc plus chers à amortir) et un renforcement partiel de «l'aide à la personne», allocation appelée A.P.L. (Aide Personnalisée au Logement) plus sélective que l'ancienne allocation logement et versée directement aux propriétaires des logements (ou à l'organisme de prêt en cas d'achat) et non aux ménages.

- Le rôle des organismes publics et privés d'HLM (offices départementaux et municipaux d'HLM, Sociétés Anonymes d'HLM) reste privilégié pour la construction, mais les autres promoteurs privés pourront également recevoir des prêts aidés par l'État et se faire verser l'APL.

- La réforme vise à englober les logements existants, notamment, à terme, la totalité des HLM anciens, en y étendant progressivement le haut niveau des loyers et le système d'assistance APL.

L'aide APL devrait être financée en grande partie par un prélèvement obligatoire de l'État sur les loyers, majorés. Finement modulé sur le revenu, ce plan de hausses s'en prendrait fortement aux locataires de HLM de revenus moyens. Les locataires dont les revenus ne sont pas les plus catastrophiques seraient donc amenés à payer l'assistance développée sur les autres.

- Enfin, la réforme accroît très fortement la pression sur les ménages de revenus même très moyens pour qu'ils achètent un logement. Contradictoire avec l'objectif de mobilité de la main d'oeuvre en temps de crise, cela a pour la bourgeoisie deux attraits dominants: faire accepter aux ménages un financement plus cher pour leur logement et garantie pour l'ordre social (dépendance, isolement, idéologie de la propriété).

- Suite de l'article dans le prochain numéro -

(suite de la page de couverture)

D'où cette tentative de forcer l'histoire non pas à se répéter comme certains le pensent, mais à avancer brutalement vers une conjoncture de guerre.

L'histoire ne se répète pas: la communauté juive descend dans la rue.

Il est cependant frappant de constater qu'elle ne regroupe pas autour de sa force de larges détachements du reste du peuple. Les gens ne se rendent pas en masse devant la synagogue.

Le P.C.F. tente tout de suite de nier l'existence de la manifestation du Samedi matin pour ne parler que de celle, parlementaire, du MRAP l'après-midi.

Cette relativement faible réaction initiale peut être attribuée à plusieurs choses:

la logique même de l'attentat terroriste qui vise les Juifs pour les séparer, qui fait irruption sans grande clarté politique.

les divisions naturelles dans la communauté juive sur la riposte à y apporter: la réponse sioniste qui sépare les juifs et les cheville à l'État raciste Israélien, la réponse assimilationniste qui les noie dans le collège électoral et les fait appeler l'État français à l'aide, la réponse qui travaille à l'unité des juifs et du reste du peuple en France contre tous les racismes.

cela reflète aussi la faiblesse relative de l'antiracisme et la perméabilité de la société civile française à l'antisémitisme.

IL FAUT INSCRIRE LA LUTTE CONTRE L'ANTISÉMITISME DANS LA LUTTE DÉJÀ ENGAGÉE CONTRE LE RACISME ANTI-IMMIGRÉS.

Voilà ce dont nous sommes immédiatement porteurs. Les combats pour l'unité français-immigrés ont fait se lever des forces révolutionnaires et progressistes inconnues en France, ont forgé le mot d'ordre démocratique de l'Égalité des droits pour tous, ont travaillé autour de leur noyau de classe: l'unité du prolétariat international de France. Ces combats ont tranché positivement par rapport aux époques noires de Vichy ou de la guerre d'Algérie. Ils indiquent que la force anti-raciste n'est pas dans l'État français, cet État impérialiste et colonial qui méprise les peuples qu'il opprime, cet État anti-populaire qui fait donner sa police contre les juifs sous Vichy, contre les Algériens ensuite, contre les immigrés aujourd'hui. La force anti-raciste est dans l'unité du peuple.

Contre l'anti-sémitisme, comment va-t-elle se redéployer ? Voilà la question.

Toutes les forces parlementaires, tous les partis politiques vont s'engager pour l'obscurcir.

On va assister à cette nouveauté réactionnaire étonnante: une unanimité de tous les députés, de tous les partis de droite et de gauche pour aller manifester le mardi soir 7 Octobre. Bien évidemment, cette unanimité ne peut se faire que parce que le point nodal (le racisme anti-immigré) est mis de côté.

D'où ce fait qu'une telle manifestation peut permettre ensuite de renforcer le racisme anti-immigrés, sous l'argumentation: «ne touchez pas aux français; la communauté nationale est unie; quant aux non-français, c'est un autre problème donc eux peuvent trinquer». Stoléro va le comprendre et va rapidement se relancer dans des attaques anti-immigrés (en particulier contre les mineurs marocains en lutte pour le même statut de mineur que les français).

NOS PROPOSITIONS ET CE QU'ELLES TRANSFORMENT.

Pour notre part, nous appelons dès le lendemain de l'attentat à une réunion pour discuter du projet d'une manifestation du Marais à Barbès, traduisant l'élargissement nécessaire du camp du peuple anti-fasciste.

Nous intervenons dans ce sens dans la manifestation du Mardi, dans une réunion appelée par le Collectif des juifs de gauche.

Plusieurs débats apparaissent:

* D'abord la proposition trouve un certain écho parmi certains juifs de gauche opposés à la parlementarisation de cette affaire, convaincus que le problème n'est pas l'épuration d'une police qui a procédé en tant qu'appareil à la rafle du Vel-d'hiv sous Vichy.

Pour ces gens, le lien de cet attentat avec le racisme anti-immigrés, le travail donc à mener avec les forces anti-racistes précédentes est une certitude. La question du P.C.F. est tranchée en raison de son anti-sémitisme latent, de son refus de toute subjectivité juive spécifique sur cette affaire.

Leur travail porte sur la clarification de leur propre point de vue sur le positif dont ils sont porteurs vis-à-vis du peuple: les juifs sont porteurs d'une unité du peuple qui ne se réduit pas à l'égalité des droits entre français et étrangers, puisque le racisme anti-sémitite l'exécède. D'où le mot d'ordre: contre l'antisémitisme, il faut défendre l'unité en France de toutes les communautés historiques, culturelles, religieuses ou nationales.

Voilà un point de vue auquel nous, maoïstes, tenons particulièrement: la multiplicité des forces dans le peuple, la diversité des communautés et des mobilisations subjectives, voilà aussi notre conception du peuple.

* Parmi les camarades immigrés partie prenante des combats précédents du front de classe, les premières réactions sont pour l'engagement contre ce nouveau racisme. Il y a bien des réflexions du type: «Pourquoi les juifs ne se sont pas manifestés quand c'est nous qui étions attaqués ? », auxquelles nous répondons que ce n'est pas vrai car là comme partout, il faut différencier la communauté juive, les gens qui y appartiennent et les organisations qui parlent en leur nom. Des juifs à leurs côtés, il y en a eu, ne serait-ce que parmi les maoïstes. De plus, le problème était-il que des gens viennent les soutenir comme des pauvres gens ou bien s'agissait-il de travailler à former en France un nouveau camp ? Ce n'est pas la même chose de penser l'un ou l'autre et cela met en jeu le bilan aujourd'hui de la grève des foyers Sonacotra.

Beaucoup voient plutôt l'attentat de la rue Copernic comme un élargissement des cibles des fascistes donnant la «chance» de pouvoir travailler à une unité plus large des anti-racistes. C'est d'ailleurs devenu une question interne au bilan du mouvement des foyers: quand il y a maintenant des attentats racistes, s'organise-t-on français et immigrés pour descendre dans la rue et y riposter. La manifestation Marais-Barbès, ce n'est pas pour «aider» les juifs pas plus que contre les lois racistes il ne s'agissait d'aider les immigrés, mais il en va de la capacité du mouvement anti-raciste de développer l'unité du peuple après l'attentat de la rue Copernic, donc il en va des forces du peuple sur toutes les questions politiques de l'heure.

Ceci est clarifié à contrario par les organisations CF-DTisantes qui se répandent beau coup sur les multiples activités des groupes fascistes pour ne pas débattre de l'état des forces anti-racistes et de leurs perspectives, pour ne pas prendre position sur la question du racisme du P.C.F., pour continuer leur travail de démobilisation et de ralliement à la nouvelle bourgeoisie.

* Les débats sur l'antiracisme d'aujourd'hui trouvent également une particulière résonance dans les lycées. Il est frappant de constater dans les mobilisations de la période le caractère d'avant-garde tactique du peuple jouée par le mouvement de la jeunesse lycéenne qui puise dans son unité spontanée la force d'une conviction antiraciste spécifique.

AINSI DONC SE PRÉPARE LA MANIFESTATION MARAIS-BARBES CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME QUI DEVRAIT ÊTRE UN POINT D'APPUI POUR ORGANISER LES NOUVELLES FORCES ANTIRACISTES ET REDÉPLOYER LES ANCIENNES.

Contre l'attentat fasciste rue Copernic : Preparons une manifestation du MARAIS à BARBES

L'attentat noir de la rue Copernic a frappé l'opinion. Il a provoqué des réactions immédiates et significatives.

- la communauté juive s'est aussitôt mobilisée, se constituant ainsi sur cette affaire en force puissante dès le soir de l'attentat et organisant le lendemain une manifestation partant de la synagogue attaquée au matin.

- le gouvernement, en la personne de Barre, a trahi son idéologie spontanée: le « lapsus » distinguant Israélites et Français innocents se serait bien vu dans la bouche raciste d'un patron de bistrot de la « France profonde ».

Nous participerons à la manifestation appelée Samedi matin par la communauté juive alors que le MRAP déjà joue sa propre carte en appelant à une initiative séparée l'après-midi. L'analyse que nous faisons et que nous diffusons est d'abord que l'attentat fasciste est obscur par définition: il vise à la terreur, à la confusion politique, à replier chaque communauté sur elle-même, à diviser le peuple en pe-

tites fractions, à inciter les gens à ne pas se mêler et se méfier des situations complexes. Plus l'attentat est absurde, plus cette logique du terrorisme est forte. Donc, il faut lui opposer une détermination sans doute. Il faut descendre dans la rue contre l'antisémitisme sans subordonner cette prise de position à une éventuelle identification des plans fascistes à l'oeuvre.

CET ATTENTAT OUVRE A L'ANTISEMITISME.

Il est donc nouveau puisqu'il n'intervient pas comme point d'aboutissement d'une campagne politique de masse anti-sémite, mais plutôt comme façon de faire sauter l'interdit du racisme antisémite.

(suite de l'article au verso)



Manifestation dès le lendemain de l'odieux attentat de la rue Copernic:

**Manifestation Samedi 15 Novembre
15 h, métro Saint-Paul (Paris 3ème)**